

# HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

VOL. LV, No. 2 New York : tel : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 22- 29 janvier 2025

Fondé à New York,  
cet hebdomadaire est édité  
par la société  
Haïti-Observateur Group, Inc.  
[www.haiti-observateur.ca](http://www.haiti-observateur.ca)  
Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY 11435-6235  
Tél. (718) 812-2820  
[haiti\\_observateur@yahoo.com](mailto:haiti_observateur@yahoo.com)  
New York: \$1,00  
Partout ailleurs : 1,50 \$  
Haïti: 20 gourdes  
Tél. (718) 812-2820

## DANS LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ EN HAÏTI Mario Andrésol symbolise d'espoir contre les bandits Nouvelles promesses de la nouvelle équipe au pouvoir

Par Léo Joseph

Plus de 15 ans exposé à la fureur des criminels, après la fin du mandat de René Préval, Haïti a la chance de se libérer de l'emprise des gangs. Le retour d'André Andrésol dans le système sécuritaire du pays sonne le glas des malfrats et la fin de la coopération, qui a trop duré, entre la gent au pouvoir et les hommes illégalement armés. Ceux qui se félicitent de l'appel de l'ancien chef de la Police nationale d'Haïti à une fonction l'habilitant à prendre les décisions — toutes les décisions —, relatives aux déploiements des forces de l'ordre contre les bandits, jugent en connaissance de cause. Le rappel M. Andrésol « *aux armes* », non seulement marque la rupture avec les criminels en général, mais également (et surtout) la fin de l'empire de l'exprésident Joseph Michel Martelly, sur l'administration publique. Il faut signaler, en même temps, que la manière dont les troupes étrangères sont déployées en Haïti n'autorise pas nullement à croire qu'elles vont pouvoir donner l'espoir que le pays pourra compter sur leurs compétences, dans la rétablissement de la paix et la sécurité.

La cérémonie d'investiture du nouveau secrétaire d'État à la Sécurité publique s'était tenue le

mardi 14 janvier, sous la direction du titulaire de la Justice, Patrick Péliissier. Cette cérémonie réunissait également le coordonnateur du Conseil présidentielle de transition (CPT), Leslie Voltaire, ainsi que des membres du Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN), ainsi que le directeur général de la PNH, Rameau Normil, en sus d'autres hauts gradés de la PNH, ou encore des membres du gouvernement et du système sécuritaire.

Le ministre de la Sécurité publique a profité aussi de l'occasion pour avertir les gangs ayant pris le pays en otage que la donne va bientôt changer et qu'ils ne tarderont pas en constater la différence.

Quant au président du CPT, M. Voltaire, il a affirmé que les différentes composante des forces de l'ordre seront mobilisées à tout instant. Aussi a-t-il donné l'assurance que « *la peur va changer de camp* ».

De son côté, le nouveau titulaire de la secrétairerie d'État de la Sécurité a exposé ce qui a tout l'air d'être sa feuille de route, profitant du moment pour rassurer la nation, de manière convaincante, comme cela n'a jamais été fait depuis au moins quinze ans. Le discours qu'il a prononcé, dans le cadre de son installation, permet à tout un chacun de jauger la perti-

nence de son engagement. Aussi a-t-il tenu ce discours nation :

*Son Excellence, Monsieur le président du CPT, Excel lence, Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement, le commandant-chef des Forces armées d'Haïti, Monsieur le commandant-chef des forces de police, Monsieur le commandant-chef des forces de la mission multinationale de soutien à la sécurité, distingués représentants de la société civile, Mesdames, Messieurs, les membres de la presse écrite et en ligne, honorables invités, en vos rangs, grades et titres, dans ce contexte de menace à la sécurité, de niveau de défense qui met en péril l'existence même de notre république, le bien-être et la survie de nos communautés, tant à Port-au-Prince que dans l'Artibonite, je ne dirai pas que c'est un plaisir pour moi de répondre une nouvelle fois à l'appel de la patrie, mais plutôt un devoir. Aussi, voudrais-je profiter de l'occasion pour remercier le Conseil présidentiel de transition et le Premier ministre pour la confiance qu'ils ont placée en moi, en faisant choix de ma personne au titre de secrétaire d'État à la sécurité publique. À un moment où le pays vient d'enregistrer, pour l'année 2024, qui vient de s'écouler, un nouveau triste*

*record en matière de statistiques criminelles, soit 5 601 homicides et 1 494 cas de kidnapping.*

*J'ai une pensée spéciale pour toutes les victimes, directes ou indirectes, de l'insécurité pour lesquelles j'ose vous demander un moment de silence. Mesdames, Messieurs, si j'ai accepté de revenir au service de l'État et de la population, dans un contexte aussi difficile que troublé, ce n'est pas parce que je crois que je peux faire des miracles, ni que je sois porteur d'un quelconque destin messianique, mais c'est seulement parce que j'ai de l'espoir que mon expérience dans le domaine stratégique et opérationnel, associée aux compétences professionnelles de collaborateurs choisis sur mesures pour apporter une contribution significative dans ce grand chantier de la reconstruction de la gouvernance sécuritaire du pays. Évidemment, je ne me berce pas d'illusions sur l'ampleur des tâches qu'il convient d'abattre dans un délai que nous*

*voulons le plus court.*

*Redynamiser l'action des forces de Police et des services de renseignement, de sorte à optimiser les résultats opérationnels sur le terrain, en ce qui concerne, notamment, la lutte contre l'insécurité. Coordonner l'action des principaux organismes publics coproducteurs de la sécurité, de manière à générer un effet de complémentarité contrôlée le processus de sécurisation du territoire. Proposer au gouvernement une politique nationale de sécurité publique, afin de permettre aux acteurs de sécurité d'agir avec une plus grande proactivité et une plus grande capacité de ciblage des menaces de sécurité.*

*Et finalement, offrir à l'état-major de la PNH un encadrement technique pour lui permettre de renforcer la gouvernance interne de l'institution et d'améliorer le niveau de confiance de ses membres dans le commandement et le niveau de confiance de la*

Suite en page 2

## HAPPENNINGS! Positive changes at the dawn of 2025

With so much negative news out of Haiti, some positive news is heartening, especially at the dawn of the new year. There's more

of the country, including 80% of the capital of Port-au-Prince, causing much harm and tears.

Last Friday, January 17, the Hotel Arc-en-Ciel (Rain bow), in the Artibonite region, was seized from the gangs that had turned it into their headquarters for several years. Now it is the headquarters for the Kenyan-led Multinational Security Support Mission (MSSM), in alliance with Haiti's Police. This came at an opportune time, because 300 Kenyan soldiers arrived on Saturday (January 18), in Haiti, to reinforce their security forces that have been there since last June.

As is known, the Artibonite region, after Port-au-Prince and surroundings, suffers much from the gangs that are in control of

Continued to page 7

## A LONG-AWAITED VICTORY IN THE US Posthumus Pardon granted in extremis to Marcus Garvey The President of Africa Mundus is very pleased

By Léo Joseph

After decades of relentless battle fought by his son, the Black leader and Jamaican-born political activist, Marcus Garvey must now rejoice in his grave. In the face of his son, Dr. Julius Garvey, persisting in this quest for his father, to his friends, to the political world in the United States, President Joe Biden responded favorably to the requests for a

posthumous pardon in favor of him, Having led to this long-awaited victory.

This decision, taken in extremis, less than a week before the shift change at the White House on Monday, January 20, was published in a statement issued by the outgoing US presidency. In this document, the official presidential residence highlighted "the injustice of his criminal conviction for postal fraud in

the 1920s."

President Joe Biden, taking a opposite position to several predecessors, granted the posthumous pardon to Marcus Garvey, a central figure of the black nationalist movement and Rastafarianism. Died in 1940 in England, he was the forerunner of Pan-Africanism and a civil rights activist.

This decision of the forty-

Continued to page 4



Mario Andrésol

hope now that solutions will be found to the problems of the country, exacerbated by the heavily armed gangs that control parts

# DANS LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ EN HAÏTI

## Mario Andrésol symbolise d'espoir contre les bandits

### Nouvelles promesses de la nouvelle équipe au pouvoir

*Suite de la page 1*

*a population dans les forces de police. Tous ces défis, qui nous paraissent colossaux, sont pourtant nécessaires pour garantir la mise en place d'une ingénierie institutionnelle performante, en même temps qu'il nous faudra aussi penser, ou repenser, les outils stratégiques qui nous permettront de mieux appréhender et mitiger les facteurs de risque du crime transnational organisé, qui ne cesse de menacer notre sécurité intérieure. Je pense naturellement aux menaces de sécurité que représentent le trafic des armes et de munitions impliquant les frontières haïtiano- dominicaines et les ports de la Floride, le trafic de drogue, qui ne cesse de transformer notre territoire en un pays transit pour les cartels colombiens, la cybercriminalité, et qui attire, sur notre sol même, des acteurs criminels en provenance de l'Europe du Sud.*

*Le terrorisme, dans les pratiques de violences prédatrices, trouve déjà un écho favorable*

*chez certains groupes armés, à Port-au-Prince et à Petite-Rivière de l'Artibonite. Mesdames, Messieurs, s'il faut que je le rappelle, la fonction de la sécurité publique ne se limite pas seulement à concevoir, planifier, coordonner et mettre en œuvre des parades d'actions institutionnelles, se limitant exclusivement au domaine de la lutte contre la criminalité ou de la délinquance. Cette fonction s'étend aussi à tous les faits ou phénomènes non criminels susceptibles de porter atteinte à l'intégrité physique du citoyen ou d'une communauté telle l'insécurité des transports, les risques des catastrophes environnementales, les menaces urbaines et les dangers représentés pour les membres d'une communauté, par les travaux ou les ouvrages publics.*

*Autant vous dire, Mesdames et Messieurs, puisque la meilleure sécurité a toujours été celle qui implique la participation active des membres de la population, dans la détermination des objectifs de sécurité, nous ambition-*

*nons de construire des partenariats stratégiques avec les acteurs locaux des municipalités et des quartiers exposés, ou menacés par les groupes armés ou les violences communautaires. Ces interactions constructives, avec les membres de ces communautés, nous permettront, non seulement d'établir des agendas communs de sécurité, susceptibles de servir de boussole à l'élaboration d'une politique nationale de sécurité, mais aussi de promouvoir des pratiques licites et respectueuses des droits de l'homme, dans les stratégies de promotion de ces quartiers ou de ces communes contre les menaces d'incursions des groupes armés. Évidemment, notre plan d'action ne pourra s'exécuter avec succès sans le concours et l'effort individuel et collectif des personnels de la secrétairerie d'État à la Sécurité publique dont nous saluons ici le courage et invitons déjà à une franche collaboration et au travail.*

*Mesdames et Messieurs, Haïti est au fond du gouffre. L'heure est*

*grave et les attentes sont grandes. Nous sommes à un carrefour où nous devons nous résoudre à boucler le cycle de tous nos sentiments, vécus et entretenus, aux dépens du moi national, crucifié par nos ambitions, et nourri des compétences voulues.*

*C'est le moment des sacrifices ! C'est le moment de la création ! C'est le moment de la transcendance !*

*À ce prix seulement, nous réussirons à sortir notre pays du gouffre et à le replacer dans le Conseil des nations. Le temps n'est donc plus à la rhétorique, ni aux jérémiades de circonstances, mais plutôt aux actes concrets, qui permettront aux Haïtiens, de l'intérieur, de vaquer librement, en toute sécurité à leurs occupations ; et à ceux de l'extérieur de revenir, en toute quiétude en terre natale et en voie de l'enfer pour Haïti.*

**Mario Andrésol, l'homme qu'il faut à la place qu'il faut !**

D'aucuns diraient que personne,

en Haïti, ne possède le riche patrimoine, en termes de sécurité, dont est doté Marie Andrésol. Aussi faut-il ajouter qu'il a été tenu éloigné de la fonction présente parce que les auteurs de cette situation l'ont voulu ainsi. Aucun doute les forces aux commandes de la nation, pendant trop longtemps, se sont mises ensemble dans un complot appuyé par les criminels pour garder le pays en otage de la pègre, toutes catégories confondues.

Si les secrets entourant la construction des gangs armés restaient un secret, pendant trop longtemps, pour certains, le retour de M. Andrésol au service de la République expose aujourd'hui un secret de Polichinelle.

En effet, au début de la carrière du secrétaire d'État à Sécurité, son service, fidèle à la patrie, lui avait offert la chance d'accumuler une fortune, sous forme en matière d'expérience sécuritaire. Ce qui lui avait permis de contrôler au maximum les criminels enga-

*Suite en page 5*

**LES SOUSCRIPTIONS  
SONT OUVERTES**  
TROUVEZ LE PLAN  
D'ASSURANCE SANTÉ

**QUI VOUS CORRESPOND**

Grâce à de nouvelles réductions des coûts dès 2025, vous pourriez économiser encore plus sur vos frais médicaux.

**SOUSCRIVEZ DÈS AUJOURD'HUI**



[nystateofhealth.ny.gov](https://nystateofhealth.ny.gov)

1-(855) 355-5777



# Lettre ouverte à l'auteur du *livre Killing the elites, Haiti, 1964*, de Jean-Philippe Belleau Ottawa, le jeudi 9 janvier 2025

## Monsieur le professeur,

Les courriels que je vous ai adressés ces derniers temps à propos de votre récent ouvrage, *Killing the Elites, Haiti, 1964*, étant restés sans réponse, je me vois dans l'obligation de clarifier publiquement ma position sur ce sujet. Plus précisément, je tiens à me distancier des pages où vous affirmez ou laissez entendre que vous avez écrit ce livre avec ma collaboration et mon approbation morale. Nous avons certes eu de nombreuses discussions téléphoniques sur les sujets abordés, mais je n'ai jamais été informé de ce que vous en avez retenu. N'ayant eu à aucun moment accès à votre manuscrit, en tout ni en partie, il m'est impossible de garantir l'authenticité des faits que vous relatez.

Je devrais peut-être vous remercier des propos très élogieux que vous avez tenu à mon endroit et d'avoir même salué en moi le plus grand mémorialiste de Jérémie. Toutefois, au vu de l'utilisation que vous avez faite des données recueillies au cours de nos échanges, je suis bien forcé de me demander si ces éloges ne visent pas davantage à asseoir la crédibilité de vos récits qu'à me rendre un hommage quelconque. Je maintiens encore à ce jour que, pour avoir grandi à Jérémie et y avoir vécu les événements de l'été 1964, j'étais et je suis bien placé pour avoir une vision éclairée des sujets abordés dans le livre. De là à me présenter (page 17) comme un témoin et comme une garantie de l'authenticité de certains racontars, sans prendre la précaution de me consulter, il y a tout un fossé que vous n'auriez pas dû franchir. Cela me déçoit profondément.

Maintenant que j'ai parcouru l'ensemble du livre et que j'en ai relevé les nombreuses lacunes, je me demande à bon droit quelle était l'intention voire intention véritable quand vous employiez (page 17) le terme « witness » pour remercier Guition Dorimain et moi-même. Dans cette ville sur pied de guerre et assiégée par l'appareil d'État, de quoi deux jeunes civils sans lien aucun, comme nous, avec le pouvoir pouvaient-ils être témoins ? Des arrestations arbitraires, des interrogatoires musclés, des exécutions sommaires, du pillage des maisons des victimes ? N'étant pas du sérail, nous n'étions que des contemporains qui avons entendu des rumeurs et des conversations, ainsi que le bruit des

bottes, des sirènes, du moteur à deux temps des véhicules DKW du pouvoir. Rien de plus.

Mais ce qui me dérange le plus, c'est que le livre regorge d'imprécisions, d'inexactitudes, de contradictions, de faussetés et d'affabulations. Je ne vous aurais jamais laissé associer mon nom à un essai si peu soigné si vous aviez pris la précaution, élémentaire, de me communiquer le manuscrit final avant de le soumettre à l'éditeur.

## Les imprécisions

Je n'en retiendrai qu'une. À plusieurs reprises, vous faites référence à l'incendie du 17 mai 1957, en des termes qui reflètent un manque flagrant de rigueur : *local library* (p. 162) et *local high school* (p. 242). Or, il s'agit du lycée Nord Alexis, créé depuis 1905 et bien connu de toutes et de tous. Pourquoi donc se satisfaire du flou et de l'à-peu-près ?

## Les inexactitudes

À la page 150, vous identifiez André Jabouin comme médecin (« Dr André Jabouin »), tandis que tous les Jérémien savent qu'il était plutôt un fonctionnaire du bureau local du ministère des Travaux publics. De même, vous présentez Roger Chassagne fils comme un psychologue à la retraite, alors qu'il s'agit d'un thérapeute et d'un travailleur social qui détient un doctorat en santé mentale. Une simple relecture du manuscrit final par un tiers avisé, comme Guition Dorimain ou moi, vous aurait permis de corriger ces manquements à l'obligation de précision.

## Les contradictions

Un seul exemple suffira ici. À la page 108, vous affirmez que l'amitié entre Jean-Claude Fignolé et Fred Sansaricq date de leur première année à l'école primaire et qu'elle s'était renforcée au fil des ans. Vous soulignez que ces élèves étaient toujours assis côte-à-côte et que leur amitié reposait sur un intérêt commun pour les lettres, les idées, les sports, etc. Vous ajoutez plus loin (page 109) que Jean-Claude est né en 1947 et qu'il a eu Fred comme condisciple. Troisième fils de Pierre Sansaricq, après Jean-Claude et Adrien, Fred est né en 1937. Il m'a devancé de trois classes au primaire, tandis que j'ai devancé Fignolé d'une classe. À la page 178, vous mentionnez que Fignolé a 23 ans en 1964, de sorte

que l'année de sa naissance serait 1941, celle qui apparaît dans toutes ses biographies.

En outre, toutes les lignes relatives à l'amitié entre ces deux jeunes sont de purs produits de l'imagination. Ces accrocs à la logique et à la précision seraient dénués d'importance si vous n'aviez pas greffé sur ces dates un ensemble de renseignements qui entachent gravement ma crédibilité comme mémorialiste et également la vôtre comme auteur. Le livre étant susceptible de devenir une référence sur une tranche très controversée de l'histoire nationale, ces lacunes ne sauraient être passées sous silence.

## Les inepties et erreurs de fond graves

Je retiendrai trois sujets abordés avec une crédibilité décevante chez un chercheur de votre rang. Citant Jean-Claude Fignolé, vous décrivez une scène invraisemblable survenue prétendument dans l'après-midi du 18 septembre. Le personnage clé des massacres, Abel Jérôme, Fignolé et Gérard Thémistocle sont en train de blaguer sur la véranda de ce dernier quand arrive un soldat du district militaire de Jérémie. Ce dernier remet à Jérôme un message décodé de François Duvalier libellé en ces termes : « Dès réception de la présente, disparaissez famille Sansaricq. » Sur la foi de vos entretiens avec Fignolé, vous affirmez que Jérôme prend connaissance du document, le communique à ses deux amis et retourne à son bureau.

À mon avis, ce récit n'a aucun sens et est dénué de toute vraisemblance. Comment imaginer, un seul instant, qu'un militaire sur pied de guerre communique à deux amis, civils de surcroît, le message ultra secret de passer par les armes une famille entière de paisibles citoyens. Abel Jérôme n'aurait donc pas appris, ni à l'Académie militaire ni durant son passage à la Garde présidentielle, la manière de traiter une information de cette importance ?

Comment imaginer un seul instant que le commandant du district n'ait pas plutôt pensé tout de suite à communiquer le message au préfet de l'arrondissement, au Commissaire du Gouvernement, au Maire, ni à ses assistants ? Non, avec une légèreté inqualifiable, il le partage avec deux civils qui ne sont même pas des amis du régi-

me ? Le capitaine Serge Hilaire a été fusillé en juin 1967 pour une légèreté dix fois moins grave que celle-ci. C'est à se demander si vous n'avez pas mis de côté toutes vos compétences de chercheur pour écrire un ouvrage à sensation basé sur des racontars. Ou si vous ne prenez pas tous les lecteurs pour des simples d'esprit.

Depuis plus de 60 ans que ces événements sont survenus à Jérémie, j'ai passé des nuits et des jours entiers à remémorer avec Jean-Claude Fignolé toutes sortes de souvenirs personnels et il n'a jamais évoqué celui-ci. Aucun des amis communs à qui j'ai posé des questions relatives à ses rapports avec Jérôme n'a été en mesure de confirmer vos allégations. Aucun deux ne croient que cette scène n'ait jamais eu lieu. Relèverait-elle de l'imagination débridée de Fignolé, de votre crédulité ou d'une combinaison des deux ? Ces trois hypothèses sont aussi possibles et plausibles l'une que l'autre.

La réunion où une dizaine de barons locaux du duvaliérisme auraient statué sur le sort des Sansaricq est un autre sujet qui, selon toute vraisemblance, relève aussi de l'affabulation. Vous dites tenir vos informations de Louis (Louly) Jabouin qui n'avait à l'époque que 15 ans. Louly raconte qu'à cause de la gravité des sujets à discuter ce soir-là, on avait fait monter les enfants à l'étage et que c'est de là qu'ils auraient écouté les conversations. Ce témoignage est d'un ridicule achevé, car, pour commencer, la maison en question n'avait pas d'étage. Cela peut être vérifié facilement, car elle se trouve juste à côté de la Cathédrale et apparaît dans toutes les photos de la Place Du mas. Louly a donc ruiné lui-même sa crédibilité de témoin et, par ricochet, celle de son témoignage en campant le décor dans un lieu qui n'existe pas. Sans faire les recoupements qui s'imposaient, vous avez mordu à l'hameçon et propagé cette invention avec une naïveté déconcertante.

Parmi les premiers locaux où l'on aurait dû, ou pu, choisir pour tenir une pareille réunion, il y avait la Préfecture ou la résidence du préfet, François Cajoux; la Mairie ou la résidence du Maire, Raoul Cédras; un des nombreux bureaux de la Caserne. J'ai souvent entendu parler d'une réunion tenue pour décider du sort des prisonniers, mais le lieu indiqué était en général une salle des Casernes, ce qui est très logique. Enfin, le fait que Saintange Bontemps ait traité, selon vos dires, André Jabouin de « mauvais duvaliériste » indique clairement que l'homme n'était pas très haut placé dans la hiérarchie des barons du régime.

Une autre scène (page 153) qui relève de l'imagination est celle où vous relatez des instructions données par Roger Chassagne père à

son fils Ti-Roger au lendemain de l'exécution de la famille Victor Villedrouin, dont sa sœur Adeline Chassagne, qui se trouvait être la mère de la jeune Lissa Villedrouin : « Aucun de nous quatre [dont Joujou, la sœur] ne sortira vivant de la maison s'ils viennent ici pour nous arrêter, aurait-il dit. Ils emporteront quatre vres. » Vous affirmez dans ce contexte que Roger Chassagne père a donné un fusil à Ti-Roger en lui demandant de tuer lui-même sa mère et sa sœur si une telle situation se produisait.

Ce scénario est d'un illogisme absolu, car ce serait au père de famille de défendre sa maison, comme l'avait fait le colonel Clermont à Port-au-Prince en octobre 1956. Pas un adolescent d'une quinzaine d'années. En outre, ce serait à lui de tuer sa femme et sa fille si la cause était considérée comme perdue. J'ai posé la question à Ti-Roger lui-même et il m'a répondu que la version des faits publiée dans le livre est très différente de celle qu'il vous a donnée. Ses propos ont confirmé les soupçons de « marronnage » qui trottaient dans mon esprit à votre sujet, car c'est la seule hypothèse que je trouve pour expliquer certains de vos agissements et des problèmes décelés dans le livre. En effet, vous avez cessé de répondre à mes courriels à partir du moment où j'ai commencé à vous signaler ses lacunes et ses faiblesses ? Fort heureusement, il existe d'autres options pour formuler des critiques, exprimer des dissidences, notamment la lettre ouverte, les médias, etc.

À la lumière de ce survol des principales incongruités contenues dans le livre, je conclus que, dans un dessein difficile à cerner, vous avez réalisé une œuvre faussement scientifique où la réalité appréhendée par un chercheur reconnu, la fiction et l'imagination se côtoient allègrement. Le plus triste dans tout cela, c'est que vous avez choisi à cette fin divers personnages qui ne pourront jamais tirer les choses au clair, parce que qu'ils ne sont plus de ce monde. Je pense notamment à Gérard Thémistocle, à Jean-Claude Fignolé et à Abel Jérôme, morts respectivement en 2016, en 2017 et en 2024. Quant aux survivants comme Guition Dorimain, Roger Chassagne et moi, nous avons pour devoir de contribuer dans toute la mesure de nos possibilités à faire la lumière sur les prétendus témoignages sur lesquels vous avez bâti cette œuvre faussement scientifique.

Pour finir, je tiens à mentionner que le cadre théorique utilisé pour reconstituer les massacres est profond, original et très pertinent. Mais cela ne suffira pas à faire comprendre l'hécatombe de 1964 qui risque toujours de sombrer dans l'oubli. Quel dommage !

Eddy Cavé, écrivain

## HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : [haiti-observateur.ca](http://haiti-observateur.ca)

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

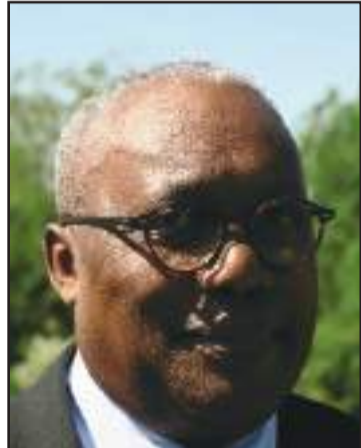
# TO THE DEFENSE OF MARCUS GARVEY

## To the attention of the président Joseph Biden

### One more effort Mister Président Joe Biden !

By Emmanuel Argo \*

Any Panafrican coming from African countries, the Americas, Europe, and the rest of the world, going through New York, in the USA, has seen, or has taken a stroll in the Marcus Garvey Park.



Emmanuel Argo

Spread on an area of 8.16 hectares—which is not worth a brass farthing—the Park is in the famous and world known Afro-American neighborhood of Harlem. Are there, in the United States, any public places bearing the names of criminals or least respectable individuals? This does not seem the case here, with Marcus Garvey!

Generally, when in his country of origine, Jamaica, then in his adopted country, the USA, and in the rest of the world, streets, institutions, infrastructures, even ships—protection ships bear the name of Marcus Garvey—, one can decently say that acknowledgement he is

Generally speaking, when streets, institutions, infrastructures and even ships - protective vessels - bear the name of Marcus Garvey in his country of origin, Jamaica, then in his adopted country, the USA, and in the rest of the world, we can decently say that the recognition dedicated to him has been, for decades, uni-

versal, since it is commensurate with the Pan-Africanist movement.

In South Africa, for example, there is the Pan-African Parliament, whose members are members of the African Union.

The breadth of works, the multiplicity of forums and symposia on Pan-Africanism, throughout the world and in as many languages, have systematically associated Marcus Garvey's name with this universally recognized movement, referring not only to Jamaica, but to an inseparable part of the history of the United States of America, and particularly to its community of African descent. This black diaspora has produced great artists, inventors, scientists and astronauts, as well as business leaders and journalists, men and women who succeeded Marcus Garvey, and famous public figures such as the Nobel Peace Prize winner, the assassinated Reverend Martin Luther King, who engaged in the non-violent struggle for racial equality, or the first Afro-descendant candidate in the US presidential elections, Jessie Jackson, and many others who were inspired by Marcus Garvey. In Africa, Nelson Mandela, the first Black man elected President of the Republic of South Africa and a Nobel Prize winner, also quoted Marcus Garvey.

In their respective struggles, Martin Luther King and Nelson Mandela suffered in their flesh. They were molested and arrested, like criminals. The latter was thrown into prison for almost 3 decades. Nevertheless, there is a time for everything, including justice, especially when it does not involve offences resulting from blood crimes.

It is by taking into account the actions of our illustrious predecessor, in terms of economic and societal development, and his

struggle for the recognition of our cultural specificities, that, through today's communication tools, our

inspiration from Marcus Garvey. Archives in public and university libraries are full of articles



Marcus Garvey

Africa Mundus network is part of the heritage of Pan-Africanism and the movement of the NégroÉvolution, a concept I cre-

ated from the Universal Negro Improvement Association (UNIA). This newspaper, founded by Marcus Garvey in 1914, enabled him



Marcus Garvey's park799 in Harlem.

ated to express our desire to be actors in the march of the world.

As Pan-Africanists of the Africa Mundus sphere, present in over 30 countries, we draw our

to promote self-esteem and Black pride, long before the "Black Is Beautiful" movement, without forgetting the spirit of enterprise to encourage the creation of busi-

nesses, by blacks and for blacks, without exclusion. Even though he was never able to set foot on the soil of continental Africa, he never ceased to advocate the return of Afro descendants to Mother Earth, with the unity of the African peoples in his sights.

It is because the news reaches us beyond Washington DC, that we know, President Joseph Biden, that you have pardoned Americans, that they have benefited from your clemency. It is because we don't subscribe to a certain logic, which would consist in thinking that, systematically, you would prefer your skin-colored fellows to those who are different.

It's also because we're still convinced that the highest offices you so ably occupy - on behalf of the Party of Democrats and Democracy, which your country advocates throughout the world - could not fail to consider the injustice done to Marcus Garvey. He served two years in prison in the USA, before being deported to his native Jamaica. He then came to London, before dying in 1940 at the age of fifty-two, without his sentence being reviewed or even reconsidered.

This is because the world of Pan-Africanists expects you to show clemency, forgiveness, and humanity posthumously for Garvey, which will make you appear differently in the "Africa Mundus" sphere, but in world history.

This is because, given Marcus Garvey's universal notoriety, the Africa Mundus network joins in the request for posthumous forgiveness for him, known as one of Pan-Africanism's most renowned peers throughout the world.

It's because it's more than a dation, a bequest, a gift that Marcus Garvey made to the United States. This should merit a

*Continued to page 5*

# A LONG-AWAITED VICTORY IN THE US

## Posthumus Pardon granted in extremis to Marcus Garvey

### The President of Africa Mundus is very pleased

*Continued from page 1*

fierce struggle led by Dr Julius Garvey, son of the illustrious defender of pan-African causes, whose obstinacy with his friends, his political allies, as well as countries sympathetic to his cause, in

the search for posthumous forgiveness, in favor of his father, has never paused since 1987. You can imagine the euphoria that this extraordinary event has created in the communities associated with Dr. Garvey, especially in the mysterious world of the African con-

continent and elsewhere. The Garvey World Bank is already preparing to mark this event with a white stone, as part of a grand celebration that should bring together many people from the Garvey world.

**Emmanuel Argo or the passion in the fight for Marcus Garvey**

While Dr. Julius Garvey has been able to associate many friends, political supporters, US parliamentarians, but particularly the members of the Black Caucus, as

well as other friends, around the world in the struggle for a posthumous pardon for his father, Emmanuel Argo, a notable figure in Pan-Africanism and leader of the international organization

*Continued to page 5*

# TO THE DEFENSE OF MARCUS GARVEY

## To the attention of the président Joseph Biden

### One more effort Mister Président Joe Biden !

*Continued from page 4*

it a renewed effort on your part, President Joseph Biden. A pardon for Marcus Garvey would be the posthumous recognition that the United States of America owes him, for it is the land of free enterprise. He did it, but not at the right time, when racial segregation was in full swing.

It is also, and above all,

because his son, Dr. Julius Garvey, a 92-year-old physician and surgeon, is asking you to posthumously exhume the injustice suffered by his father, Marcus Garvey, who was accused of mail fraud on June 21, 1923. A painful episode that marked his youth and shattered his family life. Like Dr. Julius Garvey, thousands of Afro descendants and Pan-Africanists would applaud the restora-

tion of Marcus Garvey's honor and dignity.

That's because you, knowing you have a detailed dossier, which was presented to you by a delegation from the Congressional Black Caucus, led by U.S. Congresswoman Yvette Clarke (D-N.Y.). This dossier had already been presented in 2004 by the late and esteemed Congressman Charles Rangel.

This is because, in view of the urgency of the situation, the Congressperson sent you a letter on December 20, 2024, asking for your clemency, as you have granted it to over 1,500 Americans.

Your response will oblige us.

In conclusion, your posthumous decision to grant clemency to Marcus Garvey will remain associated with his popularity and

renown, both in the "Africa Mundus" sphere and in the rest of the world.

**\*Emmanuel Argo**  
[https://everybodywiki.com/Emmanuel\\_Argo](https://everybodywiki.com/Emmanuel_Argo)

Chairman for the Africa Mundus Institute [www.africamundus.org](http://www.africamundus.org)  
Vice-chairman for the Marcus Garvey Institute for Human Development/USA

# A LONG-AWAITED VICTORY IN THE US

## Posthumus Pardon granted in extremis to Marcus Garvey

### The President of Africa Mundus is very pleased

*Continued from page 4*

"Africa Mundus", besides becoming Vice-President of the "Marcus Garvey Institute for Human Development/USA", was involved in this initiative, firmly committed, alongside Marcus Garvey's son. Also, the article he presented, in the form of an "open letter," to President Joe Biden, making the plea for the latter, transpires all the passion that his pen exudes.

Indeed, Mr. Argo addressed his letter to the former US president in the edition of January 15, 2025, of Haiti-Observateur, beginning with this sentence: "Another effort Mr. President Joe Biden!"

At the outset, he stresses that this document, of which he is the author, was associated with the pan-African community of the planet, recalling, at the same time, the circles, activities, and countries to which Marcus Garvey was associated. History of

placing the remarkable deceased in its own context. Nor did he fail to attract to the former American head of state, the qualities that were endowed with Marcus Garvey, and which did not fail to make him deserve the sum of veneration that was devoted to him, and which have earned that, both in the United States, and throughout the world, institutions, tourist sites, ecological buildings, official buildings or parks bear his name. Without neglecting to

associate his name with illustrious personalities of the world, like Dr Martin Luther King Jr and Nelson Mandela, thus demonstrating the qualities of which he is gifted.

The author of the article "In the defense of Marcus Garvey" summarizes the arguments that his text contains, with this sentence: "Panaficanists of the sphere Africa Mundus, present in more than 30 countries, we are inspired by Marcus Garvey."

Obviously, since other argu-

ments have been directed at former President Joe Biden in favor of Marcus Garvey, it is not possible to say that the text of Emmanuel Argo alone has attracted the attention of the former, regarding the petition filed for the father of Dr. Julius Garvey. But it is undeniable that Mr. Argo participated in his own efforts and those of all those who helped to make the decision of former President Biden a reality.  
LJ.

# DANS LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ EN HAÏTI

## Mario Andrésol symbolise d'espoir contre les bandits

### Nouvelles promesses de la nouvelle équipe au pouvoir

*Suite de la page 2*

gagés dans le trafic de drogues, de munitions et d'organes ayant envahi les différents compartiments de la société et qui logeaient en tapinois même au sein de la Police.

Mario Andrésol était devenu une bête noire pour les partisans de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, qui ne parvenaient pas à lui échapper ou à ses limiers, au sein de la PNH. Impliqué dans une affaire d'importation d'un colis rempli de drogue, un proche du major Dany Toussaint, policier proche du « père Aristide » s'était retrouvé en porte-à-faux avec le chef de la PNH, dont la drogue importée a été confisquée par Andrésol, qui refusa d'obtempérer à l'ordre de « restituer la marchandise ».

Devenu maquisard pour échapper à son arrestation, qui

avait été ordonnée par lui, il devait obtenir, à son tour, d'Aristide, l'autorisation de mettre Aristide en prison. Un complot qui a été concocté avec le ministre de la Justice, Garry Lissade.

À ce moment-là, Marie Andrésol, par crainte de finir ses jours en prison, à brève échéance, n'avait d'autre choix que de s'évader. Le voilà libéré, sans jamais réparaître immédiatement. Il allait s'éloigner de la capitale, avant de trouver des conditions favorables à son départ clandestin d'Haïti.

Chef proactif de la PNH, en permanence, avant d'avoir eu Dany Toussaint sur le dos, il avait, avait fait également arrêter le futur président Joseph Michel Martelly.

Finalement parti à destination de New York, Mario Andrésol était vite devenu, avec nous, un membre de la communauté haï-

tienne de New York, jusqu'il soit rappelé à devenir directeur général de la PNH par le gouvernement intérimaire dirigé par le juge de la Cour de cassation Boniface Alexandre et l'ex-haut fonctionnaire de l'OEA Gérard Latortue.

Selon toute vraisemblance, les hostilités ne devraient pas attendre trop longtemps avant que soient déclenchée une action décisive contre les gangs armés. Avec Mario Andrésol ayant le feu rouge, pour mettre ses expériences à contribution, les militaires étrangers déployés sur le terrain, sans jamais lancer une opération dotée de « muscles », pour les obliger à prendre leurs jambes à leur cou, sinon à laisser leur peau sur la chaussée, se feront volontiers demander à changer leur fusil d'épaule ou à effectuer leur voyage à rebours.

L.J.

## Frantz

### Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 HAWKIN AVE. (BET. UNION & PRINCE) | FRANTZSTUDIO.COM



**Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!**

# GRENN PWONMENN

## Èske yo fini pa konprann fòk yo rezoud kesyon gang nan ?

Nan journal semèn pase a, nan seksyon angle a ki rele *HAPPENINGS*, alapapòt nou te poze kesyon sa a : “Èske Ayiti sou wout pou reprann tèt li jansadwa, avèk gang yo ki pral detui ?”

Sa k fè nou te poze kesyon an se paske prezidan Konsèy prezidansyèl la, Leslie Voltaire, te fè youn deklarasyon nan dat Premye janvyè, jou fèt Endependans Ayiti. Li te “deklare lagè kont tout gang” epi l te mande pou pèp ayisyen kanpe avè l pou sa ka reyalyze.

**Premye deklarasyon lagè kont gang.** Nou te sezi tandè pawòl la nan bouch pi gwo otorite nan peyi a, paske depi gang te tabli yo nan Matisan, la anba bouch Pòto prens, nan dat Premye Jen 2021, sou gouvènman prezidan Jovenel Moïse, okenn gwo chef nan gouvènman pa janm louvri bouch yo kont gang, ale wè pou yo ta deklare lagè kont yo. Okontrè, depi lè

sa a, gang blayi nan tout peyi a. Menm 80 pou san (80%) kapital la, Pòtoprens, anba kontwòl gang. Mwen pa bezwen detaye pou nou tou sa gang yo fè nan touye mounn, fèmen lopital, ayewopò,



Profan Vikto

vin koupe kapital la ak rès peyi a, e Ayiti, li menm, vin pèdi kontak ak peyi aletranje. Epi gwo chef Ayiti yo pa di kwink!

Alò, lè Prezidan Voltaire te di

“lagè deklare kont gang”, nou te bat bravo, men nou t ap gade pou wè kilè premye kout zam nan t ap pati. Enben kout zam yo kòmanse pati lafason nou pa t ap atann.

### Arestasyon gwo zotobre fè pati lagè kont gang

Asireman, nou tandè ke Madan Magalie Habitant anba kòd. Pou mounn ki pa konnen, dam sa a se te youn gwo bwa ann Ayiti. Apre li te fè youn pase nan Palman an, se li ki te direktis sa yo rele SNGRS (Sèvis Nasyonal netwa yaj peyi a). Kivedi, tou sa ki gen pou wè ak netwayaj lari se te sou kont li. Epi se pa ti kras lajan ki pase nan bagay sa a. Se konsa Madan Habitant te konekte ak anpil gran Nèg nan peyi a, menm prezidan. Li te nan kesyon gang tou, ke li t ap finanse.

Pandan Madan Habitant anba kòd, li pa sispann pale epi denonse sèten mounn. Se konsa yo tou pase pran depite Profane Victor,

ki anchay gang nan Latibonit k ap fè pèp la pase nan twou zegui. Epi Lapolis fèk kòmanse ranmase kriminèl.

**PHTK, pati politik Bandi Legal la, nan kesyon gang nan tou** Bagay ki pi rès se lè nou tandè ke y ap lonje dwèt sou *Liné Bal thazar*, ki anchay PHTK (*Parti Haïtien Tête Kalé*) ki nan konfyolo ak gang « Viv An sanm », jiskaske li siyen dokiman ak yo pou mande konsèy CARICOM (Oganization gouvènman nan Karayib



Magali Abitan

la). Sa vle di pati ansyen prezidan Michel Joseph Martelly a, Bandi legal la, byen fon nan kesyon gang nan tou. Se pa ni ayè ni avan-nyè n ap denonse sa. Vwala ke kounnye a se ofisyèl. Si « lagè

*deklare kont gang* », li pa ka sèlman kont « gang a sapat », men kont « gang a kravats » tou.

### Se lontan yo te avèti sou kesyon gang k ap pran peyi a

Otorite nan peyi Dayiti sanble kòmanse konprann sa nou te di depi byen lontan. Se te nan dat 8 septanm 2021, mwen te pibliye youn enfòmasyon nan journal Haïti-Observateur, an kreyòl, ke m te repete an franse ak angle. Avèk gwo lèt, mwen te ekri : **TOUTOTAN KESYON GANG NAN PA REGLE, ANYEN PA KA REGLE ANN AYITI** ».

Èske se tèt di otorite lakay yo t ap fè lè yo pa t okipe yo de avètisman sa a ? Tout gwo chèf yo, depi sou Jovenel Moïse rive jouk nan Leslie Voltaire, gen plis pase 4 lane, se lè sa a youn ladan yo konprann yo pa ka sitire gang toujou.

Alò, nou di yo : Lapawòl byen enpòtan ! Men lapawòl pa mache san aksyon. Ann avan jouk peyi a asonlantye vin jwenn sekirite kilfo pou tout aktivite reprann jansadwa.

**Aba tout gang, kit ak sapat osnon a kravats!**

**TiRenm/Grenn Pwonmennen**  
raljo31@yahoo.com



### Suite de la page 12

ssiné aussi des hommes et des femmes intègres, de véritables monuments, qui ont sacrifié leur existence, leur vie familiale, pour la passion de leur VIE et qui, aujourd'hui, se retrouvent, et surtout détruits, moralement et matériellement, justement par l'ambition de quelques voyous.

Vous imaginez des 14 des 15 dirigeants de la FHF, élus en 2020, qui ont tous été révoqués et accusés de complicité de crimes; ces patriotes sportifs, tous accumulaient 30, 40 années d'une vie dédiée au football et tous émanaient de la présidence des Clubs les plus anciens et les plus reconnus du pays ; tous assez âgés et indignés devenus malades, aveugles, tout cela causé par de l'indignation que le football, qu'ils ont

servi toute leur vie leur offre cette indignation subie au crépuscule d'une vie consacrée à leur passion de toute une VIE!

### Impunité

Même si 218 ans après l'Indépendance de notre nation on ne sait toujours pas qui a assassiné Jean Jacques Dessalines, le Père de notre Nation, ce pays, Haïti ne peut pas continuer à être détruit et à détruire ses fils les plus méritants aux prix du sang de ceux, qui ont donné leur vie pour le sauver.

Les pertes et dégâts sont considérables : pourquoi avoir humilié trois footballeuses, qui ont donné leurs talents, puis leur compétence au football : Nella Joseph, Yvette Félix, l'ex-capitaine de la Sélection, Carline Denis, première ancienne joueuse élue au Comité fédéral et dont la fille

était en formation à Camp Nous, et ces pionnières, qui avaient tout abandonné pour former les Corventina, Nériila, Batcheba, Elois saint, Sherly etc., que le pays applaudit ; aujourd'hui, ces dévoués hommes et femmes détruits par le scandale endossé par FIFA, sont très malades, à cause de la douleur et du chagrin des mensonges et aussi du racisme de la communauté internationale du football et de l'agression des organisations féminines haïtiennes qui, dans leur intérêt, semblent oublier que des milliers de jeunes femmes souffrent et meurent de bout par ces mensonges et crimes de voyous au service de maffias connus

On se rappelle qu'il a fallu, après ses articles télécommandés par la mafia de la drogue, en Haïti, via Ernsò Lorrence, auquel Romain Molina était venu en renfort, au début de 2020 ; et lors que des plaintes ont été déposées contre lui, en France, il a fallu longtemps à la police pour le localiser, et finalement le juger et le condamner !

Mais chaque jour on apprend un peu plus sur ce scandale, qui a détruit le football haïtien, classé, jusqu'en 2019, quatrième (4e sur 41 pays) dans la CONCACAF. En tout cas, tout de suite, après les deux grands de la région, le Mexique et les USA, chez les filles comme chez les garçons.

Depuis 2020, soit cinq ans, le football ne se joue plus en Haïti : aucun championnat, aucun entraî-

nement, aucune académie ne fonctionnant; une énorme quantité de coaches, d'arbitres, d'officiels, sans compter de joueurs et de joueuses, tous les garçons et toutes les filles des Sélections nationales, chassés de l'Académie de la Fédération, ont émigré dans d'autres pays, à la recherche d'une autre vie, car l'Académie d'élite Camp Nous, dont tout l'équipement, le coûteux matériel de travail ont été volés et revendus; des sept) générations de jeunes en formation, années de naissance générations nées en 1997, celle de 1999, de 2000, de 2001, 2003, 2005 et la dernière, en 2007, chacune composée de 45 joueuses), quelques-unes ont été en France, si bien que, à part les petites, qui ont récemment joué au Mexique, en U17, et qui n'avaient pas de visa US, en 2020, et qui sont abandonnées dans les rues sans aller, il n'y a pas de footballeuse en Haïti; toutes avaient des contrats valides pour aller en Europe et attendaient la fin de la COVID pour se rendre en Europe. Il est important de souligner que, dans cette vaste entreprise de corruption, beaucoup de jeunes joueuses ont été transférées en France, sans l'aval, et sans même informer les clubs dans lesquels elles étaient licenciées, ce qui a encore indigné les clubs féminins, qui ont tant travaillé pour détecter, former et supporter ces jeunes étoiles !

**Champ libre à la violence**

ce Les conséquences sont graves. Au contraire, de ce qui se dit, cette agression contre le football a favorisé plutôt cette montée, cette aggravation de l'insécurité, car, dans notre pays le football est sacré et il unit le pays comme en Amérique centrale. Ce n'est pas sans raison, d'ailleurs, qu'à chaque période d'incertitude pour son pouvoir les Duvalier lançaient une compétition de football. Certes, il est important de noter, qu'à l'occasion du championnat spécial organisé par la FHF, aucun incident n'a été enregistré. Au fait depuis la chute de la dictature, en 1986 même lors de la période « Rache Manyòk », en 1988, les compétitions de football se sont régulièrement disputées sans problème. Mais, si l'on croit des sources proches des deux instances face-à-face, cette fois, Romain Molina a dévoilé publiquement ses soi-disant informateurs haïtiens, ce qui n'est pas une nouveauté, dans le dossier, puisque les Ernsò Lorrence, jusqu'à aujourd'hui encore, continue de jaser presque tous les jours à la radio et les réseaux sociaux. Les autres, Roosvelt Ducasse, Preméus Jasmin, Eberson Émile, Fénéus Guerrier, eux tous sont des employés, vous noterez qu'ils ont leurs attaches à deux clubs de football de D1 qui, dès le départ, avaient pris position dans une note de presse diffusée dans

Suite en page 7

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse**  
Attorney at Law

ACCIDENTS \* REAL ESTATE MAL-  
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

# HAPPENNINGS!

Continued from page 1

great swaths of the department, as Haiti's mini states are called. The armed bandits have taken control even of a police station, the police men having been killed.

Undoubtedly the victory in the Artibonite region will embolden those fighting the gangs in other areas.

## A nomination which is a big boost to national security

On Tuesday, January 14, Mario Andrésol was appointed Secretary of State for Public Security, in a ceremony attended by Leslie Voltaire, president of the Presidential Council, and by Alix Didier Fils-Aimé, the Prime Minister. Mr. Andrésol is given full

authority to deal with security at all levels, with daily reports filed to him even by the chief of Haiti's National Police (HNP).

That nomination has been welcomed generally, because everyone remembers how effective he was as chief of Police, a post twice occupied. In 1905, Félix Augustin, former Consul General of Haiti in New York, and yours truly had made possible Mario Andrésol's meeting with the late Prime Minister Gérard Latortue, in Manhattan. Then he lived in Brooklyn. His credentials of a reputable former Army officer and chief of police paved the way for him. He was the man of the moment to help the Alexandre/Latortue administration deal with the gangs that President Jean-Bertrand Aristide left behind when he was rushed

into exile on February 29, 2004. At that time, I represented the Haitian government in Washington. At the end of the mandate of the interim government, President René Gracia Préval kept Mario Andrésol as Police chief.

## Experience and affable personality are great tools for leadership

Now after 13 years since he has not been doing police work, Mario Andrésol is still the best choice to deal with the security of the nation, due to his experience and affable personality.

It was an honor that Leslie Voltaire, president of the Presidential Council, and Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé attended Mr. Andrésol's appointment, because they have been quite outspoken about their fight against

the gangs. In the case of Mr. Voltaire, we'll recall that he's the first president since June 1<sup>st</sup>, 2021, when the gangs took over the Port-au-Prince southern suburb of Martissant, to have "declared war" against the gangs.

## The war with gangs goes beyond using firearms

Apparently that war is not only with firearms. It's been quite a scandal when, on January 9, Grand Dame Magalie Habitant was arrested and accused of her connection to gangs that she has financed. A former lawmaker, she's a friend of major personalities. Apparently, while in custody, she's been quite talkative with the police. That led to the name of Profane Victor, a lawmaker from the Artibonite region. He's been arrested also for his having financed gangs. As it is, the saying that all gangs, "whether those

wearing sandals or in fine cravats are game."

In that light, we're astonished that Liné Balthazar is accused of signing a letter with the Gang Viv Ansanm (Living together) to CARICOM, the governments of the Caribbean, asking for advice regarding treatment of gangs. To be known, Balthazar is the one in charge of the PHTK (Pati Haïtien Tèt Kale) (Bald-Headed Political Party) of the bald-headed Michel Joseph Martelly, the self-styled "Legal Bandit" who, while president, set up gangs, some of whom are operating now.

Certainly the "war declared against gangs" by the president of the Presidential Council, cannot spare highest personalities in society and in government.

Thus, our hope that we'll see positive change for Haiti in this 2025 year.

Raljo31  
hoo.com



Suite de la page 6

ans tout le pays; un de ces deux clubs a déjà annoncé officiellement et désigné sa patronne, également concubine de son super patron comme candidate pour diriger la Fédération; des clubs ont déjà été récompensés, par anticipation, sans doute pour avoir été comme secrétaire général de la FHF, ses banques de bordette.

On retiendra aussi que, la connivence est tellement flagrante, que les deux femmes concubines des deux Big Bos, celui du Cap et celui de Petion-Ville viennent d'être choisies, et mises en exergue comme membres aux récentes réunions de commission de la CONCACAF, donc intronisées dans le football international!

La famille du football aurait dû noter qu'au moment où le tsunami avait commencé ses élucubrations et menaces, à la radio, la « lady » démissionnait de la FHF, pour des raisons qui n'ont jamais été annoncées, puisque le prétexte invoqué était farfelu et inadmissible. Il faut noter aussi que l'autre raison avancée, à savoir un refus à Prince au Prince Emso d'être candidat, était un prétexte, puisque sans fondement. Aussi, puisque, non seulement il ne s'était jamais inscrit comme candidat, ce qui devait être la première démarche, même si les règlements sont clairs, c'est-à-dire que pour devenir membre du Comité exécutif, il faut n'avoir jamais été sanctionné en football, en plus d'avoir été diri geant de club pendant au moins cinq ans, et surtout être recommandé par au moins sept clubs affiliés. Donc le prétexte invoqué de candidature

refusée est une manière de couvrir, de justifier, de se donner un statut de victime pour donner un semblant de légitimité aux actes inqualifiables commis par la suite, et qui ne cessent de révolter les consciences, de voir qu'Haïti tombe aux mains de la mafia, de toutes sortes de trafics, trafics de drogue, trafic d'organes humains, etc.

À coup sûr, le football est d'ail leurs un domaine particulièrement convoité par les grands réseaux de trafiquants. D'abord, d'abord parce qu'il est le sport le plus populaire, mais surtout il est roi en Amérique du Sud, cette sous-région où le football est roi et une région avec les sommes énormes que brasse le football, notamment, avec les transferts aux montants faramineux de joueurs, permettent aisément de blanchir les milliards générés par le trafic des stupéfiants. Ces derniers temps, de nombreuses enquêtes ont révélé qu'Haïti est sous la main mise des groupes mafieux et que le territoire haïtien sans, contrôle, ou surveillance, est envahi par les grands réseaux de trafiquants

Jusqu'à récemment, il y a une vingtaine d'années, les clubs de football haïtiens, pauvres, dans sources d'entrée, vivaient de cotisations venant des modestes gains personnels des dirigeants, puis que la sponsorship ne fait pas partie du système, alors qu'il n'existe pas de recettes, car il n'y avait pas de matches avec une population pauvre. Il n'y a pas de non plus de « socios », comme en Espagne, ou en Amérique du Sud et du Centre où les clubs ont un registre de membres qui paient.

Une cotisation régulière, pour financer le budget du club ; le

pays est trop pauvre pour répondre à une telle exigence. D'autant qu'une majorité de la population ne travaille pas, ou alors ceux qui ont un emploi reçoivent un salaire de misère, loin de ce qui suffirait pour répondre aux besoins primaires du travailleur. Sans oublier, d'autre part, que les recettes aux guichets sont « chiches », donc très insuffisantes pour permettre de soutenir les besoins financiers du club. Pourtant, fait et étonnant si dans tous les pays ce sont les clubs ayant les plus gros budgets, qui attirent les meilleurs, ils seraient donc susceptibles de réaliser les meilleures performances. Mais, en Haïti, triste constat, ces derniers temps on assiste au phénomène inverse : les meilleurs joueurs vont dans des clubs qui attirent peu ou pas de fans, parce que ce sont ces derniers qui offrent un salaire intéressant, au moins acceptable et personne ne s'intéresse d'où viennent les fonds alimentant un si important budget. La malice populaire se contente de clamer, haut et fort ...« Ekip sa a gen mwayen »...

Cela ne date pas d'hier mais aujourd'hui maintenant que le pays est totalement sans contrôle ou du moins mis en coupe réglée ou l'argent sale circule à gogo et où une grosse mafia a le contrôle des sources d'argent

Le football permet de blanchir des sommes énormes venant des finances publiques et aussi de tous les types de trafics. La FIFA et la CONCACAF se disent conscientes du besoin d'assainir le football et mettent en place des dispositions avec la licence des clubs pour freiner ces dérives, qui conduisent aux crimes, notamment, meurtres et assassinats.

En Haïti, pays, où les gens font ce qu'ils veulent, c'est la grande offensive vers le football et il faudra, un jour, demander aux uns et aux autres pourquoi le scandale du football en Haïti ; la FIFA, un jour, devra répondre aux Haïtiens ; pourquoi, dans le scandale, en Haïti, les deux personnalités susceptibles d'avoir été responsables de la gestion des cas concernés ce sont eux qu'on a placés aux commandes ; pourquoi un Fénéus Guerrier, Carlo Marcelin, les deux administrateurs, qui habitaient, donc dormaient au centre Camp Nous sont toujours en place ; pourquoi Moni que André responsable, ces dix dernières années du football féminin, est-elle devenue encore plus chef, au point d'humilier la famille du football en installant son AMIE comme dirigeante de la FHF et comptable dans l'entreprise dont le propriétaire d'un des clubs qui n'a aucun rapport ; il faudra dire aussi, un jour, au peuple haïtien comme que l'on dit être recrutée par la FHF pour l'assister dans la gestion des voyages à l'étranger.

La FIFA dira au peuple pourquoi elle a créé tous ces mensonges, accolé une image de monstre à Dadou Jean-Bart, insistant à présenter dans la presse, comme les font les organisations féminines du monde entier, l'ex-président d'un puissant chef de gang hyper riche ayant de nombreux bandits qui terrorisent des victimes de viols, obligées de se cacher, donc dans l'impossibilité de témoigner devant les tribunaux, mais des victimes que la FIFA et la FHF retrouvent sans difficulté, à chaque fois que la Sélection doit aller jouer, comme ce fut le cas au Mexique, en U17,

récemment, ou même au mondial, en Australie.

Comme les postes dans l'administration

## Arrêter l'impunité

La bonne nouvelle est, lors de leur récent voyage au Cap-Haïtien, nous étions à l'église, lorsqu'un des conseillers, un juge bien connu et très respecté dans le Nord, le Conseil présidentiel va former une commission « Justice et Vérité » avec pouvoir judiciaire pour faire luire la vérité sur tous les crimes et assassinats dans le pays, ces récentes décennies, et punir, s'il y a lieu, à n'en pas douter. Il faudra bien que les parents des milliers de garçons et de filles qui fréquentaient Camp Nous et les académies des 83 villes de province, et qui prépareraient en avenir assuré portent plainte. Au-delà, il faudrait que les footballeurs, les coaches les arbitres, les commissaires et même les marchands, qui vivaient du commerce, lors des matches; il faudrait surtout que les parents des footballeurs et footballeuses viennent demander aux employés de la FHF des dédommagements et une peine d'emprisonnement exemplaire pour les torts causés à leurs enfants, afin de pouvoir devenir riches, comme ils le sont aujourd'hui.

Souhaitons que le soleil se lève et luit pour toutes ces filles punies par Monique André, et qui s'est entendue avec les assassins de Jovenel Moïse pour empocher l'argent des 33 autres maisons (Nérelia a eu sa maison) meublées, que Jovenel s'était engagé à donner aux joueuses ayant qualifié FIFA-France U20, en 2018 !

Dieu est grand !  
J.B.

# NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

## LE 47<sup>E</sup> PRÉSIDENT AMÉRICAIN INVESTI

### Donald Trump prend logement à la Maison-Blanche

Avant-hier, le lundi, 20 janvier, on a procédé à l'inauguration de Donald John Trump comme président de la République étoilée, le 47<sup>e</sup> depuis la première inauguration, le 30 avril 1789, de George Washington, qui avait prêté serment ce jour-là. Dire que la date d'inauguration présidentielle a été transférée au 20 janvier, en 1933, suite à l'approbation du 20<sup>e</sup> amendement de la Constitution.

Alors, le 20 janvier de cette année, contrairement au 20 janvier 2021, a été d'une splendeur extraordinaire. À l'encontre de Donald Trump, le président d'alors, qui avait boycotté l'inauguration de son successeur, Joseph « Joe » Biden, lundi dernier, le président sortant, Joe Biden lui-même, s'est montré très accueillant vis-à-vis de son successeur, l'accompagnant de la Maison-Blanche au Parlement, où la cérémonie de transfert de pouvoir a eu lieu. Et, fidèlement, Biden a suivi tout l'événement, qui a débuté à midi et n'ayant pas terminé presque en fin de journée.

#### Une différence remarquable entre les deux présidents

On fait face à une énorme différence entre Trump, qui, en 2020, n'avait pas accepté sa défaite aux urnes, ayant même entamé une insurrection sanglante, le 6 janvier 2021, pour empêcher l'inauguration de Biden. Lundi dernier, l'inclusivité de la cérémonie a

beaucoup étonné, de façon positive.

En effet, on a vu un défilé d'anciens présidents encore vivants qui ont répondu à l'invitation, sans doute, de la Maison-Blanche, démontrant ainsi qu'il s'agissait de réconciliation, à ce moment critique. Ceci était aussi visible par la participation de parlementaires démocrates et répu-

tant sa nomination, esquivant de la placer sur une Bible qui s'y trouvait.

Pourtant, on a voulu présenter l'événement comme étant de nature religieuse. On soulignera la participation du Cardinal Timothy Logan, Archevêque de New York; de l'icône protestant Franklin Graham (Caroline du Nord) ; du Rabbin, Dr Ari

*truth is marching on !* » Il n'y a pas moyen de minimiser qu'on rend gloire au Divin Maître, pour ce que l'on entreprenait, à Washington, lundi dernier.

Je ne m'attarderai pas sur le long discours du Président Trump, reproduit sur l'internet et dans des publications. On retiendra, cependant, qu'il entend faire des États-Unis le joyau du monde entier, car c'est la vocation de son pays, dit-il. Il a mis l'accent sur son programme de déportation d'immigrants indésirables qui s'introduisent aux pays via la frontière sud avec le Mexique.

En tout cas, depuis lundi dernier, on a affaire avec le Président Donald John Trump qui, dès son premier jour en selle, a mis en pratique ce qu'il avait promis à ses ouailles, en pardonnant et en déclarant l'amnistie pour ceux qui avaient attaqué le Congrès le 6 janvier 2021, afin d'annuler les élections du 3 novembre 2020 remportées par Joe Biden. Alors, Monsieur le Président Trump affirme encore qu'on lui avait « volé » la victoire en 2020, bien que toutes les décisions juridiques à ce sujet lui étaient défavorables.

Dire que le 7 janvier, après l'attaque du Congrès par ses partisans, Donald Trump avait fait la déclaration suivante, reproduite, en anglais, sur l'internet, hier (mardi, 21 janvier), par Mike Bates :

*"I would like to begin by addressing the heinous attack on*

*the United States Capitol. Like all Americans, I am outraged by the violence, lawlessness and mayhem. The demonstrators who infiltrated the Capitol have defiled the seat of American democracy. To those who engage in the acts of violence and destruction, you do not represent our country. And to those who broke the law, you will pay."*

Et voilà que dès son premier jour comme Chef d'État, il les a tous pardonnés.

#### Le nouveau président face au peuple

Cependant, Donald Trump ne s'est pas montré clément envers le peuple. Duran son premier jour en selle, il a annulé l'*Ordre Exécutif 14 087* qu'avait signé le président Biden au mois d'octobre 2022. Qu'est-ce qui a été accompli avec l'*Ordre 14087* ? Cela avait permis de diminuer le coût des médicaments pour les Américains de classe moyenne qui bénéficiaient de *Medicare* et *Medicaid*.

On se demande à quoi d'autre, il faut s'attendre du nouveau président, outre les déportations massives d'immigrants des États-Unis qu'il a promises? Il ne l'a pas fait le premier jour, mais il avait aussi promis d'être « dictateur, le premier jour ».

Il n'est que d'attendre.

**Pierre Quiroule II**  
raljo31@yahoo.com



Donald Trump

blicains présents au Parlement en ce jour-là.

#### S'agissait-il d'une cérémonie religieuse ?

Suivant l'événement sur la chaîne ABC, j'ai été étonné de voir Donald Trump, main dans l'air, quand il prêtait serment en accep-

Berman, de l'université juive Yeshiva, non loin de Brooklyn, ainsi que d'un jeune pasteur noir, dont le nom nous a échappé.

Impossible aussi de faire la sourde oreille quant aux chansons entonnées, en anglais bien entendu, lors de l'événement du lundi : « *Glory, Glory, Hallelujah, His*

**HAITI**

**OBSERVATEUR**

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

*Lè manke gid, pèp la gaye!*



# IN MEMORIAM

## Mes souvenirs de Rony Smarth

Par Eddy Cavé

Il y a exactement 60 ans, nous nous préparions ensemble au Chili à affronter les défis de la vie professionnelle en Haïti. Nous étions alors pleins d'énergie et nous buchions fort, sans nous faire trop d'illusions sur ce qui nous attendait au terme de nos études. Notre amitié se développa d'autant plus rapidement qu'en plus des nombreuses affinités qui existaient entre nous, je gardais d'excellents souvenirs de son frère Lucien qui avait été mon professeur d'histoire à Jérémie.

La communauté haïtienne de Santiago ne comptait pas plus d'une cinquantaine de membres, si l'on ajoutait aux étudiants les familles de l'ambassadeur André Fareau et des fonctionnaires du bureau régional des Nations Unies comme Raoul Nelson, l'agronome Smith, John Philip Thomas. Bref, nous n'étions pas nombreux, ce qui contribua à nous rapprocher énormément dans les loisirs habituels : soirées de danses chiliennes et haïtiennes, de chansons folkloriques et engagées des Para (Angel et Violeta), récitals de poésie de Pablo Neruda, championnats internationaux de foot où le roi Pelé électrisait les foules. C'était également une période d'activité politique et syndicale intense, d'une lutte acharnée entre, d'une part, la démocratie chrétienne d'Edouard Frey et, de l'autre, la coalition des socialistes et des communistes réunis sous le leadership de Salvador Allende. Dans le contexte des revendications sociales et politiques qui préfiguraient mai 68 en France, Rony fit un apprentissage précoce et extrêmement enrichissant pour les combats politiques à venir. C'est ainsi qu'au moment du coup d'État Pinochet contre Salvador Allende, il aurait pu perdre la vie s'il n'était pas en voyage à l'étranger.

De mon côté, j'étais retourné au pays tenter ma chance et j'y restai seulement trois ans. Le destin nous ayant projetés sur des rives différentes — moi au Canada, lui au Mexique, puis en Haïti — nous ne nous sommes pas revus depuis lors. Nous avons maintenu un contact ponctué de longues interruptions et nous avons pleuré ensemble les disparus au fur et à mesure qu'ils résonnaient à l'appel de la Fau cheuse. Le premier à partir avait été Welnès Benjamin, ami d'enfance jérémiens qui dirigea pendant quelques années à Port-au-Prince un institut formation des cadres de la fonction publique. Ce fut ensuite le tour de l'ineffable Roland Jean-Pierre, surnommé *Do majé* depuis les années folles du Lycée Pétiou, décédé à Montréal après avoir laissé des souvenirs impérissables dans notre petit cercle d'amis. Dans le groupe des proches, il y avait aussi le militant clandestin Jean-Claude Brouard-Cambonne, dit Ti-Bwa, dont les

voyages dans les pays de l'Est ne cessaient de m'intriguer. Il s'est éteint à Bruxelles au terme d'une vie personnelle bien remplie et de combats politiques très éprouvants. Ti-Bwa a connu la prison en Haïti et il a reconstitué les misères des amis et autres prisonniers politiques du pays dans un excellent recueil de récits intitulé *Le chant des ténèbres — Mort lente au Fort-Dimanche*. Pendant notre séjour à Santiago, nous avons vu passer également un tas de fonctionnaires décédés depuis et qui se sont signalés par la suite dans la politique, l'enseignement universitaire et l'administration publique. Ils défilent tous ce soir dans ma mémoire de nostalgique comme pour accompagner Rony dans son dernier voyage, à savoir : l'ancien candidat à la présidence Hubert de Ronceray, qui a fait FLACSO (sociologie) ; le flamboyant Raoul Nelson, qui a fait ESCOLATINA (économie) avant d'entrer à la CEPAL ; Gilbert Duperval, qui a fait le Cours B de CIENES (statistique) et l'ILPES (planification) ; Raymond Gardiner, qui a fait CELADE (démographie) ; Mathieu Duplan, Jacques Leurbourg et Serge Garoute, du CIENES également. Didier Cédras, alors jeune cadre au ministère haïtien du Commerce, a participé à mes côtés au Premier cours régional de politique commerciale de la CEPAL.

Les femmes étaient peu nombreuses, mais il y avait Marie-Lucie Vilgrain Nelson, l'épouse de Raoul, décédée l'an dernier à Bruxelles ; Thérèse Goudet, qui était dans l'enseignement, et quelques autres que l'exil a éparpillées un peu partout dans le monde. Parmi les survivants de cette époque, il reste encore de très belles têtes dont on entend presque plus parler, par exemple : l'agronome Pierre Rameau qui vit à Ottawa ; le professeur de mathématiques Paul-Lucien Baron, établi en France ; Yves Blanchard, statisticien retraité aux États-Unis ; Michel Bonnet, haut fonctionnaire du ministère des Finances et ancien professeur d'université, également à la retraite ; Max Brice, spécialiste du domaine du travail et ancien fonctionnaire des Nations Unies. Je n'ai jamais rencontré le sociologue Jean Casimir à Santiago, mais son nom, comme celui du démographe Yves Melon, revenait continuellement dans nos conversations. Je me rends compte aujourd'hui que le Chili était alors non seulement un vaste laboratoire d'expérimentation des stratégies de développement conçues en Amérique latine elle, mais aussi une pépinière de cadres d'un large éventail de domaines. Nous y avons vu défile la plupart des grands noms qui ont alimenté la réflexion économique et politique du milieu du 20<sup>e</sup> siècle, notamment l'Argentin Raoul Prebisch, le Chilien Anibal Pinto, le Vénézuélien Anto nio

Mayobre, etc. les Brésiliens Celso Furtado et Josué de Castro, le célèbre auteur de *Géopolitique de la faim*. Au cœur du dispositif qui entretenait cette pépinière, il y avait une institution haïtienne et un homme qu'on est en train d'oublier aujourd'hui : l'Institut Lope de Vega de Port-au-Prince et son directeur-fondateur Louis Lamothe. C'est lui qui a recommandé le Chili à la plupart d'entre nous et qui a, par son réseau de relations et sa grande disponibilité, facilité nos contacts avec ses amis chiliens et notre adaptation à la vie chilienne. Au nombre des souvenirs, significatifs et pittoresques, de notre vie au Chili, il y en a un que le décès de Rony amène à ma mémoire, celui du code vestimentaire haïtien. Dès les premiers jours de mon arrivée au Chili, j'ai rencontré trois étudiants dont les conseils m'ont été salutaires. C'étaient Michet Bonnet, Max Brice et Rony. Les trois ont souligné pour moi l'existence d'un code vestimentaire rigoureux et l'obligation pour tous les compatriotes de s'y conformer : chemise blanche, cravate et veston. « Ici, m'ont-ils dit tour à tour, même le cireur de chaussures de la Place d'armes ou du Parc Bustamante portent chemise blanche et cravate. Et tu noteras qu'à côté de sa boîte à outils, il y a toujours un journal, *El Siglo*, le quotidien du Parti communiste. N'im porte lequel de nos compatriotes

est habilité à te réprimander si tu transgresses cette règle ou s'il te surprend en négligé dans la rue, même pendant l'été. » L'idée, c'est que chacun d'entre nous de vait contribuer à préserver la réputation « de prestige » léguée par nos prédécesseurs. Même l'ambassadeur Fareau s'y mêlait quand il apprenait que tel ou tel étudiant avait porté une chemise bleue, beige ou à carreaux pour aller à ses cours. Aussi grave que médire du *Presidente a vitalicio* !

Tandis qu'en 1967 je rentrais en Haïti où j'allais travailler au département de la Statistique et des Études économiques de la BNRH, Rony terminait ses études en agronomie et commençait une carrière de militant et de professionnel de terrain. Ainsi, il occupa un poste de direction à l'Institut chilien de développement agricole et siégera au comité de la réforme agraire du président Salvador Allende. Contraint à l'exil après le coup d'État de Pinochet en 1973, il s'installe au Mexique où, dans un premier temps, il enseigne l'agronomie à l'Université Chapingo. Puis, il décroche au bureau régional de l'ONU à Mexico un poste d'expert qu'il gardera jusqu'à son retour en Haïti après le renversement de Jean-Claude Duvalier.

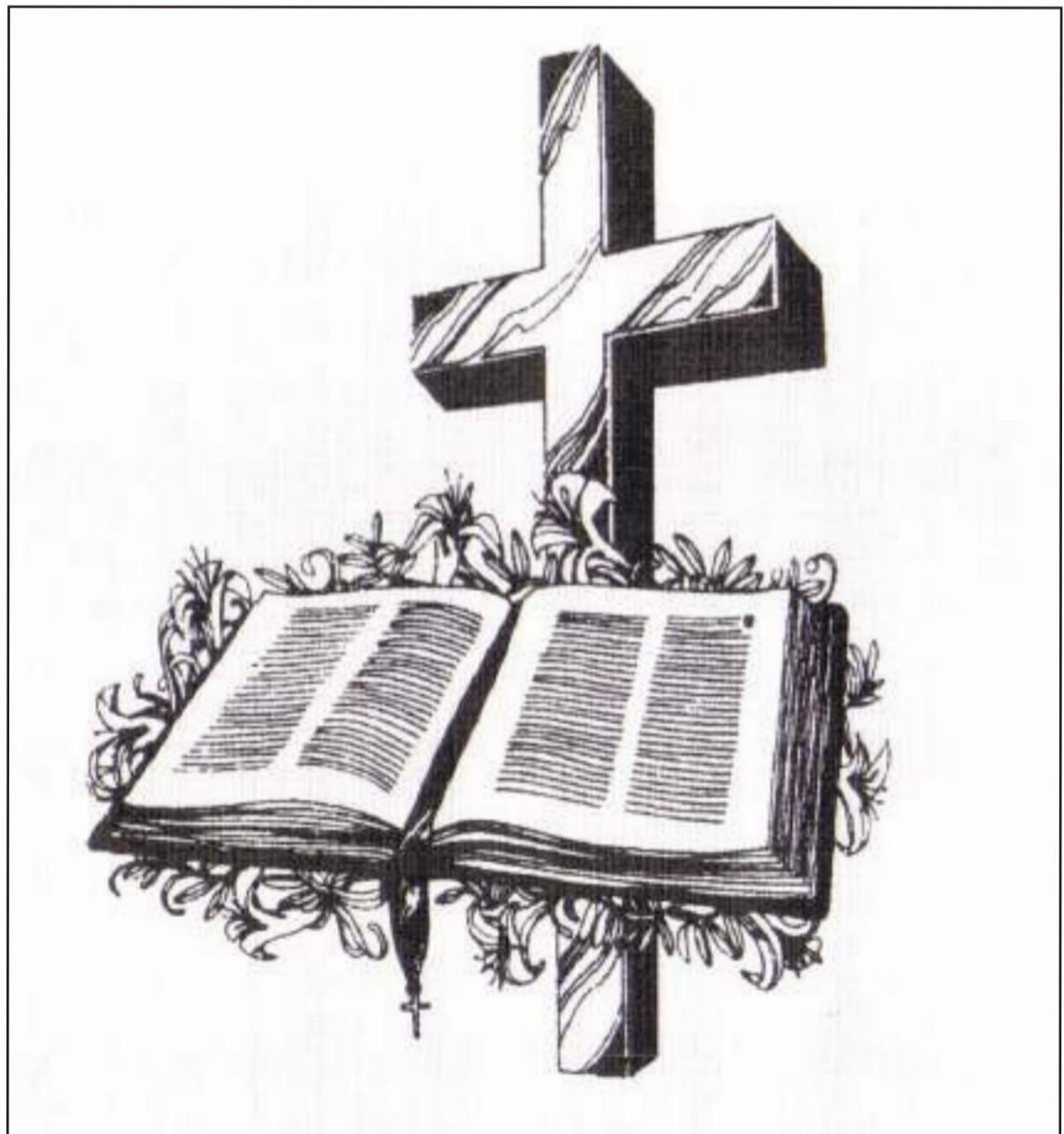
En 1991, on le retrouve ainsi à titre de conseiller au cabinet du ministre de l'Agriculture et il gardera ce poste jusqu'en 1994. Il est alors très proche des militants de Mexico, comme l'éminence grise Gérard Pierre-Charles et son adorable épouse Suzie Castor ; l'ingénieur Pierre-Marie Lelong qui cumulera les fonctions d'ambassadeur d'Haïti aux Nations Unies et à Cuba ; l'économiste Guy Pier

re et sa brillante épouse, la journaliste Sabine Manigat. Proche aussi des penseurs, idéologues et fonctionnaires internationaux d'Amérique latine qui aideront René Préval à gagner les élections de 1995 sous la bannière de l'OPL et à remporter la majorité au Parlement. Il fera alors appel à de gros canons comme le cinéaste Raoul Peck, l'architecte Ginette Chérubin et un tas d'autres.

Le passage de Rony à la primature sous la présidence de René Préval sera de courte durée, car il ne tardera pas à se rendre compte des laideurs de la politique haïtienne et surtout du fossé existant entre les déclarations politiques et les intentions réelles des dirigeants. Rony était un homme de principes, un patriote intègre et sincère qui voyait dans l'activité politique, non pas une source d'enrichissement facile, mais un moyen de servir son pays, de contribuer au mieux-être de tous. Il démissionnera donc après neuf mois d'une gestion chaotique et refusera même de gérer les affaires courantes après un mois de cafouillages délibérés du pouvoir. De retour à Cavaillon après une expérience désastreuse sur la scène politique, il s'accorda une retraite bien méritée, mais surtout modeste, ayant été une des rares figures de l'échiquier politique haïtien à en être sorti avec les poches vides. Ne serait-ce que pour cette raison, il a droit à toute notre admiration. Pars en paix, mon vieil ami. La patrie reconnaissante préservera ta mémoire et donnera ta vie en exemple aux générations montantes.

Que ton âme repose en paix !

Ottawa, ce 15 janvier 2025



## ÉDITORIAL



# Visite du président de la Colombie en Haïti, la politique dans le coin !

Le président de la Colombie, un pays ami de longue date d'Haïti, s'apprête à visiter la première république nègre du monde. Au cours de son séjour, par ce geste, dans le cadre des renforcements des liens, avec notre pays, le président Gustavo Francisco Urrego Petro, au nom du peuple colombien, de manière symbolique, retrace les premiers événements auxquels avait participé Simon Bolivar, le libérateur de la majorité des pays latino-américains de la couronne d'Espagne, y compris le Vénézuéla, la Colombie et le Panama. Ce dernier avait premièrement mis les pieds à terre, à Jacmel, où avaient été tenues des séances de travail avec le président Alexandre Pétion et d'autres membres de son gouvernement. Précédée d'une visite, à Bogota, du président du Conseil supérieur de transition (CPT), Leslie Voltaire, et plusieurs membres de l'administration de transition, la présence du chef d'État colombien, en terre haïtienne, constitue un fait historique de haute portée. Les autorités haïtiennes ont pour devoir d'en faire un événement extraordinaire, en guise de réplique à la délégation haïtienne présidée par M. Voltaire. Au lieu d'offrir au monde, un autre spectacle de honte nationale.

En effet, depuis l'entrée en fonction de Leslie Voltaire, comme membre de la présidence tournante, au titre de président, ou de coordonnateur du CPT, en lieu et place d'Edgard Leblanc fils, commençait à circuler la rumeur d'un complot faisant état d'un projet visant la libération des mercenaires colombiens, présumés assassins du président Jovenel Moïse, en sa résidence familiale, à Pélerin 5, dans les hauteurs de Pétion-Ville, le 7 juillet 2021. Ces rumeurs, dont la crédibilité n'a jamais été confirmée par une instance d'investigation crédible, gagnaient progressivement du terrain. Largement distribuées sur les réseaux sociaux, citant à profusion les vidéos offertes par des organes de presse en ligne, Leslie Voltaire est accusé de connivence avec le président Octavio Petro, moyennant des millions, pour que soient libérés les prétendus tueurs du chef d'État défunt.

Dans un pays comme Haïti, où les rumeurs abondent, le plus souvent lancées à partir de rien, se répandant comme une trainée de poudre, les secteurs à leur origine, au fil des semaines, redoublent d'ardeur. L'allure des accusations dirigées sur l'actuel président du CPT autorise à croire qu'un secteur anti-Fanmi Lavalas en serait à l'origine. Cela expliquerait l'acharnement des attaques lancées contre Voltaire. Mais, il est curieux de constater que le chef d'État colombien soit sérieusement pris à partie par les détracteurs évoluant dans ces mêmes secteurs, alors qu'il visite notre pays, dans le cadre de l'amitié que son peuple voue à Haïti, en guise de sa reconnaissance à l'égard de notre nation ayant contribué des ressources en hommes, armes et munitions, par les décisions du président Alexandre

Pétion, afin de libérer de l'esclavage la Colombie et quasiment tous les autres États de l'hémisphère.

Dans son discours, à la tribune des Nations Unies, lors de la 79<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, il avait, tant en son nom personnel qu'en celui de son peuple, exprimé ses gratitude à l'égard d'Haïti, en sus d'annoncer le projet d'une prochaine visite à la terre où le libérateur de son pays avait passé un temps d'exil, dans le cadre de la préparation de la guerre d'émancipation universelle des Amériques. Ces faits ne devraient pas faire du président colombien un ennemi accusé de complot visant à orchestrer, avec Leslie Voltaire, la libération illégale, et en catimini, de militaires colombiens, prétendus assassins du président haïtien Jovenel Moïse.

Comprenant la portée historique et diplomatique du séjour de chef d'État colombien en Haïti, particulièrement dans la ville d'Alcibiade Pommayrac, ou encore dans la ville des Cayes, dans le département du Sud, les dirigeants de l'administration intérimaire ont pris toutes les mesures nécessaires, en vue d'offrir une réception digne de la délégation dirigée par M. Petro et de la mission dont elle est chargée. Aussi, des techniciens de toutes disciplines sont-ils à pied d'œuvre, dans une course contre la montre, faisant la toilette de la ville de Jacmel. À signaler que le chef-lieu du département du Sud-est, privée d'électricité depuis 2021, a renoué avec le courant électrique, dans plusieurs de ses quartiers. En sus de la réhabilitation de l'aéroport et des infrastructures routières, ou la repeinte d'immeubles officiels.

Mais, alors que les autorités gouvernementales mobilisent des ressources, en vue d'accueillir les visiteurs colombiens, une frange de la population lance une campagne n'ayant d'autre motif, tout au moins, l'échec de cette visite, sinon l'hostilité à l'égard de la Colombie. En tout cas, à lire certains messages distribués sur *WhatsApp*, ou à en visionner d'autres sur des émissions en ligne, on a l'impression que le pays haïtien a une double attitude à l'égard de la visite officielle du président colombien : le gouvernement intérimaire, mettant tout en œuvre, dans le cadre de son présumé complot, avec le président Petro, d'une part; et une dissidence mal définie, ou pas du tout, affichant une posture de violence, à la fois contre M. Petro et les militaires colombiens emprisonnés en Haïti de bénéficier de leur libération par le CPT, d'autre part.

En effet, dans une vidéo diffusée par un organe de presse en ligne faisant l'écho du soi-disant plan d'élargissement des présumés assassins de M. Moïse, l'animateur principal de « *Afè Bon TV* », identifié par son prénom comme « *Jimmy* », invite ses auditeurs à la « *mobilisation* », pour faire échec à ce projet, faisant croire que « *au moins trois blindés* » seraient déjà déployés, aux abords de la « *Cour des comptes* » où les juges seraient appelés à statuer sur la libération

des Colombiens. Aussi a-t-il exhorté son public à s'opposer, comme il peut, à ce projet, se croyant même autorisé à suggérer de recourir au « *Bwa Kale* » (le supplice de la mutilation avant de livrer aux flammes les restes des victimes). Dans le cadre de cette même émission, il a annoncé la participation de Stanley Lucas, depuis Washington, D.C, aux États-Unis, dans une intervention sur ce dossier.

Au micro, à son tour, M. Lucas, généralement identifié comme « *Ambassadeur Stanley Lucas* », qui serait un Américain d'origine haïtienne, proche du Parti républicain, invité à opiner sur l'affaire de libération des militaires colombiens, a abondé dans le même sens que l'animateur Jimmy, par rapport à l'usage du « *Bwa Kale* ».

Avant l'intervention de Stanley Lucas, un autre participant, identifié comme « *Arab la* », a dit détenir des informations selon lesquelles les « *autorités colombiennes ont versé 19 millions \$ à Leslie Voltaire* », avant, à son tour encore, d'appeler à l'utilisation de ce même procédé, que Stanley Lucas allait évoquer.

Il faut se demander que, pour avoir prononcé ces condamnations, de toute évidence sans appel, comment l'accusateur peut-il prouver qu'il détient des preuves irréfutables du versement de tels paiements ? Ou bien comment peut-il démontrer qu'il n'a aucun doute sur les faits présentés pour vrais ? Il semble que tous ces individus, qui passent pour des « *leaders éclairés* » prennent la responsabilité d'inciter ceux qui les suivent à commettre l'irréparable, au nom de la justice, abondant dans de telles dérives demandant justice pour Jovenel Moïse. Pourtant ils gardent un silence total sur l'assassinat de Me Monferrier Dorval, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-Prince, dont les preuves de l'assassinat ont été mises au compte du Palais national, alors occupé par celui que l'équipe, ici en question, demande, à cri et à cor, que justice soit rendue, à lui et à sa famille. On se rappelle, d'heureuse mémoire, que la vidéo du crime contre M. Dorval avait atterri sur le portable de Martine Moïse, alors ex-première dame, moins de vingt minutes plus tard, preuve qu'elle était, tout au moins, de mêche avec les auteurs de ce forfait.

En effet, voici les résultats de l'enquête de Lucas sur cet assassinat. Après que les militaires colombiens eurent assassiné le président Jovenel Moïse, ils ont été interceptés par la population, qui les ont remis à la Police. Déclarant qu'il n'y avait pas de caméras présentes chez le président Moïse, c'est le peuple, qui était témoin de ce crime et qui ont appréhendé les assassins. Voilà, dit-il, une première preuve que les Colombiens ont commis le crime. Puis, ajoute-t-il, le président colombien lui-même a indiqué que les assassins avaient des conversations téléphoniques avec leurs amis, en Colombie, avant et après le crime. Preuve numéro 2, précise-t-il. Ensuite, fait-il savoir, un des criminels, Mario Palacios Palacios, qui

s'était évadé, a été capturé, au Panama, puis extradé aux États-Unis, à l'initiative des autorités américaines. Jugé par un tribunal fédéral, il est condamné à une peine de cent ans de réclusion. Voilà, encore, selon lui, preuve numéro 3. Et Stanley Lucas de poser la question de savoir, si le CPT et Leslie Voltaire s'arrangent pour libérer les militaires colombiens, ne sont-ils pas tous passibles du « *Bwa Kale* » ?

Dans ce contexte, il faut demander si le personnel de « *Afè Bon TV* » véhiculant du matériel anti-Fanmi Lavalas est le porte-parole des secteurs hostiles à Jean-Bertrand Aristide, qui prennent souvent à partie Leslie Voltaire, identifié comme le représentant du parti du prêtre défroqué, au sein du Conseil présidentiel de transition. Dans cet ordre d'idées, Stanley Lucas intervient en tant qu'ennemi de l'ex-prêtre de Saint Jean Bosco, dont les membres des organisations populaires, menaçant d'intenter une action criminelle contre sa vie, alors qu'il était un représentant du Parti républicain, avaient provoqué son retrait en catastrophe d'Haïti.

Il ne faut pas oublier, non plus, que les prises de position exprimées à « *Afè Bon TV* » présentent le président Petro et la Colombie comme des ennemis du peuple haïtien. Mais, il est nécessaire que cette idée soit rejetée au loin, par une condamnation ferme contre ceux qui prennent le contre-pied de l'initiative Colombie-Haïti, que représente la visite du président colombien et les membres de son gouvernement.

À la lumière de tous ces faits, le monde journalistique a la responsabilité de dénoncer, avec véhémence, ces dérives, surtout qu'il est nécessaire de prendre ses distances par rapport à cette posture. Il incombe également aux dirigeants de rappeler à ceux qui diffusent ces positions subversives qu'ils n'ont pas les coudées franches pour utiliser les droits que leur confère la Constitution à des fins préhensives.

HAÏTI OBSERVATEUR	
<p>Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à :            Jean-Claude Valinon            13, K Avenue Harcourt, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> Arr. 44            93310 Le Pré St. Germain France            Tel: (33-1) 43 65 28 10</p>	
<p>Les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.</p>	

# EDITORIAL



## President of Colombia visits Haiti, politics aside!

The President of Colombia, a long-standing friend of Haiti, is about to visit the world's first Negro republic. During his visit, President Gustavo Francisco Urrego Petro, on behalf of the Colombian people, is symbolically recalling the first events in which Simon Bolivar, the liberator of the majority of Latin American countries from the Spanish crown, including Venezuela, Colombia and Panama, took part. The latter first set foot ashore in Jacmel, where working sessions were held with President Alexandre Pétiou and other members of his government. The Colombian head of state's presence on Haitian soil, preceded by a visit to Bogotá by Leslie Voltaire, President of the Conseil Supérieur de Transition (CPT), and several members of the transition administration, was a highly significant historic event. It is the duty of the Haitian authorities to make an extraordinary event of it, in response to the Haitian delegation headed by Mr. Voltaire. Instead of offering the world another spectacle of national shame.

Indeed, ever since Leslie Voltaire took over from Edgard Leblanc fils as a member of the CPT's rotating presidency, in his capacity as president or coordinator of the CPT, rumours began to circulate of a plot to free the Colombian mercenaries presumed to have assassinated President Jovenel Moïse at his family residence in Pèlerin 5, in the heights of Pétiou-Ville, on July 7, 2021. These rumours, whose credibility has never been confirmed by any credible investigative body, were gradually gaining ground. Widely circulated on social networks, citing videos offered by online media outlets, Leslie Voltaire is accused of colluding with President Octavio Petro in exchange for millions to free the presumed assassins of the late head of state.

In a country like Haiti, where rumours abound, most often started out of thin air and spreading like wildfire, the sectors behind them are becoming increasingly fierce as the weeks go by. The pace of the accusations levelled at the current president of the CPT leads us to believe that an anti-Fanmi Lavalas sector is behind them. This would explain the relentless attacks against Voltaire. But it is curious to note that the Colombian head of state is being seriously taken to task by detractors from these same sectors, when he is visiting our country, as part of an international campaign.

In his address to the 79th session of the General Assembly of the United Nations, he expressed his gratitude to Haiti, both personally and on behalf of

his people, and announced plans for a forthcoming visit to the land where his country's liberator had spent a period of exile, in preparation for the war of universal emancipation of the Americas. These facts should not make the Colombian president an enemy accused of plotting, with Leslie Voltaire, to illegally and surreptitiously release Colombian military personnel, the alleged assassins of Haitian president Jovenel Moïse.

Understanding the historical and diplomatic significance of the Colombian head of state's visit to Haiti, particularly in the town of Alcibiade Pommayrac, or in the town of Les Cayes, in the South department, the leaders of the interim administration have taken all the necessary measures to offer a reception worthy of the delegation led by Mr. Petro and the mission with which it is charged. Technicians from all disciplines are hard at work, racing against the clock to clean up the city of Jacmel. The capital of the South-East department, which has been without electricity since 2021, has now had power restored to several of its districts. In addition to the rehabilitation of the airport and road infrastructure, and the repainting of official buildings.

While government authorities are mobilizing resources to welcome the Colombian visitors, a fringe of the population is launching a campaign with no other motive than the failure of this visit, if not hostility towards Colombia. In any case, reading some of the messages distributed on What'sApp, or viewing others on online broadcasts, one gets the impression that the Haitian country has a dual attitude towards the Colombian president's official visit: the interim government, pulling out all the stops, as part of its alleged plot with President Petro, on the one hand; and an ill-defined dissidence, or none at all, displaying a posture of violence, both against Mr. Petro and Colombian military personnel imprisoned in Haiti to benefit from their release by the CPT.

In fact, in a video broadcast by an online media outlet echoing the so-called plan to release the alleged assassins of Mr. Moïse, the main host of "Afè Bon TV", identified by his first name as "Jimmy", invited his listeners to "mobilize" to defeat the plan, claiming that "at least three tanks" had already been deployed around the "Cour des Comptes" where the judges would rule on the release of the Colombians. He also urged his audience to oppose the project as best they could, even suggesting that they resort to "Bwa Kale" (mutilation as a form of torture before delivery). "(the torment of mutilation before delivering the victims' remains

to the flames). On the same program, he announced the participation of Stanley Lucas, from Washington, D.C., in the United States, in an intervention on this issue. At the microphone, Mr. Lucas, generally identified as "Ambasador Stanley Lucas", who is said to be an American of Haitian origin, close to the Republican Party, invited to comment on the release of the Colombian soldiers, agreed with host Jimmy on the use of "Bwa Kale".

Prior to Stanley Lucas' intervention, another participant, identified as "Araba", said he had information that "the Colombian authorities paid \$19 million to Leslie Voltaire", before in turn calling for the use of the same process mentioned by Stanley Lucas.

One has to wonder, having handed down these convictions, obviously without appeal, how the accuser can prove that he has irrefutable proof of such payments? Or how can he demonstrate that he has no doubts about the facts presented as true? It seems that all these individuals, who pass themselves off as "enlightened leaders", are taking responsibility for inciting those who follow them to commit the irreparable, in the name of justice, abounding in such abuses demanding justice for Jovenel Moïse. Yet they remain totally silent on the assassination of Mr. Monferrier Dorval, President of the Port-Prince Bar Association, whose murder was proved by the National Palace, then occupied by the man whose team here is crying out for justice. We recall, in happy memory, that the video of the crime against Mr. Dorval landed on the cell phone of Martine Moïse, then former First Lady, less than twenty minutes later, proof that she was, at the very least, in cahoots with the perpetrators of this crime.

Here are the results of Lucas' investigation into the assassination. After the Colombian soldiers assassinated President Jovenel Moïse, they were intercepted by the population, who handed them over to the Police. Declaring that there were no cameras present at

President Moïse's home, it was the people who witnessed the crime and apprehended the assassins. This," he says, "is the first proof that the Colombians committed the crime. Then, he adds, the Colombian President himself indicated that the assassins had telephone conversations with their friends in Colombia before and after the crime. Proof number 2. Then, he adds, one of the criminals. Mario Palacios Palacios, who had escaped, was captured in Panama and extradited on the initiative of the American authorities. Tried by a federal court, he was sentenced to one hundred years' imprisonment. Proof number 3. And Stanley Lucas asks, if the CPT and Leslie Voltaire are arranging for the release of the Colombian military, aren't they all liable to "Bwa Kale"?

In this context, one has to ask whether the staff of "Afè Bon TV" carrying anti-Fanmi Lavalas material are spokesmen for the sectors hostile to Jean-Bertrand Aristide, who often take Leslie Voltaire, identified as the representative of the defrocked priest's party, to task within the Presidential Transitional Council. In this vein, Stanley Lucas acts as an enemy of Aristide.

We must not forget either that the positions expressed on "Afè Bon TV" portray President Petro and Colombia as enemies of the Haitian people. But this idea should be rejected far and wide, with a firm condemnation of those who take the opposite view of the Colombia-Haiti initiative represented by the visit of the Colombian president and members of his government.

In the light of all these facts, the journalistic world has a responsibility to denounce, vehemently, these excesses, especially as it is necessary to distance itself from this posture. It is also incumbent on those in power to remind propagators of these subversive positions that they do not have the free rein to use the rights conferred on them by the Constitution for reprehensible purposes.

### HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur  
 P.O. Box 356237  
 Briarwood, N  
 Y 11435-6237 Tel. (718) 812-2820

---

**SUBSCRIPTION FORM**  
**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<p><b>Haiti</b> Haiti-Observateur 98, Avenue John Brown, Sènti Etienne Mail ou paque, Haiti Tel. (509) 994-0767 ou (509) 223-0785</p> <p><b>CANADA</b> Haiti-Observateur Gerard Louis Justus 514-371-6434 15, rue Orléans, Montréal 12215 Josselin-Casimir Montréal H3M2C7</p> <p><b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b> Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'adresse doit s'adresser à: Jean-Claude Valentin 15, rue Avenue Ledoyen, 81 Et App. 41 93310 Le Pré St. Gervais France Tel. (33-1) 43-63-28-10</p>	<p><b>ÉTAT-UNIS</b> 1ère classe <input type="checkbox"/> 48.00 \$ US. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90.00 \$ US. pour un (1) an</p> <p><b>AFRIQUE ET ASIE</b> <input type="checkbox"/> 553.00 FF. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005.00 FF. pour un (1) an</p> <p><b>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE</b> 1ère classe <input type="checkbox"/> 975.00 US. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1620.00 US. pour un (1) an</p> <p><b>EUROPE</b> <input type="checkbox"/> 78 EUROES. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EUROES. pour un (1) an Mail électronique ou mandat postal en francs français</p>
---	--

---

Name/Nom \_\_\_\_\_  
 Company/Compagnie \_\_\_\_\_  
 Address/Adresse \_\_\_\_\_  
 City/ville \_\_\_\_\_ State/Etat \_\_\_\_\_  
 Zip Code/Code Régional \_\_\_\_\_ Country/Pays \_\_\_\_\_

Lesus les abonnenmansons tant pousibiles de covrants pour chèque ou mandat électronique



# LA FIFA : TRAFFIC DE DROGUES, RACISME, CORRUPTION À L'AFFICHE

## Recettes pour assurer la destruction du football

Par Jacques Brave

L'ex-président de la Fédération haïtienne d'Haïti, bien que rendu très malade, avons-nous appris, doit prier Dieu, jusqu'à la fin de ses jours, d'avoir échappé à une mort certaine, dans le scandale-FIFA-Haït-Football-Gate, qui a secoué, comme jamais auparavant, le football haïtien et au-delà le pays dans son ensemble, car le sport roi, là-bas, est une religion, étant la seule activité qui touche l'ensemble du territoire national, jusqu'aux moindres bourgades. Jamais le pays, dans sa très longue histoire de 220 ans, n'a connu pareil état grave de délinquance ! La vertu et la probité deviennent de rares exceptions ! Un pays de coquins, sous la coupe des maffieux, au service de affias internationaux; tous les racistes du monde se mettent ensemble pour l'achever, notre Haïti chéri !

Cinq ans après ce scandale du football, fabriqué à partir d'une histoire imaginaire d'abus sexuels mal fagotée et imaginaire, inventée de toute pièce, et qui a retenti dans le monde entier, jour après jour, on en sait davantage et la vérité éclate chaque jour davantage ! On commence à comprendre, et surtout à saisir l'ampleur de cette affaire d'État de grande corruption, œuvre des forces du mal, qui ont pris le contrôle du pays motivées par la course criminelle à l'argent.

On mesure le rare courage du juge haïtien, dont on dit qu'il a eu du courage pour résister et ne pas se déporter du dossier, tant la pression a été infernale. Quand on apprend, aujourd'hui, que le fameux journaliste anglais, qui a endossé Romain Molina, aurait reçu 3 millions \$ pour endosser les articles de mensonges!

### Condamnation de Romain Molina pour diffamation

Il n'y a pas longtemps, un tribunal de la Cour d'appel de Paris examinait le recours en appel effectué par le mercenaire international des écrits mensongers Romain Molina contre la condamnation pour diffamation, en première instance du Tribunal correction-

nel de Paris pour ses nombreux mensonges, écrivit, reprenant des propos d'organisations de femmes apatrides, par exemple, qu'Yves Jean-Bart est un homme très puissant, très riche, qui possède et entretient, à son service, un gang puissant de dizaines de bandits armés, et qui a dirigé l'instance de football de la

Caraïbe ; ce sont les mêmes écrits qui ont été repris dans leurs rapports mensongers par des organismes haïtiens des droits de l'homme, ou de protection des droits des femmes, tels qui ont été cités par l'avocat de Molina, comme ces sources d'infos ; des organismes qui n'ont donc pas hésité à inventer des histoires sataniques scandaleuses et mensongères, du genre « les victimes menacées par l'armée-gang puissant d'Yves Jean-Bart ont toujours peur et se cachent, alors que les joueuses en question sont des membres des sélections nationales, qui sont en contact régulier avec la Fédération, donc joignables aussi bien par la FIFA que par la presse mondiale vivant toutes à l'étranger et qui rencontrent donc souvent les criminels de la Fédération et les officiels de la FIFA assez souvent, lors des matches internationaux, puisque, même si elles ne jouent plus de championnat, depuis cinq ans, ni ne s'entraînent non plus mais la Fédération fait appel aux joueurs et aux joueuses, à chaque fois qu'il y a un tournoi international officiel, donc et la FIFA et leurs « restavek » de la HHH, en Haïti, qui ont monté le complot, sont quotidiennement en contact avec tous les joueurs et toutes ces joueuses.

Alors, il n'y a pas de victime qui se cache ! Nerilia, Batcheba, Corventina (la photo de Dumornay ; et de Nerilia, qui a été utilisée pour accompagner et illustrer les mensonges). Les joueuses, dont elles parlent, sont joignables, et reçoivent souvent des messages anonymes, du genre « *Si vous parlez ou vous faites déporter par Trump ; pour empêcher, bloquer l'émergence de la vérité, les dirigeants de la FHF font pression sur les joueuses* » et interdisent qu'elles parlent à la presse haïtienne, même à leur ancien club sinon elles ne sont plus appelées en équipe nationale».

Ainsi toutes les joueuses qui ont témoigné devant les tribunaux, en Europe, plusieurs jouant en France ou en Collège, aux USA., ne sont plus appelées en équipe nationale ; parallèlement, d'autres vivant en Haïti, sans

compétition depuis quatre à cinq ans sont sélectionnées, et ont même été amenées dans une compétition aussi relevée que la Coupe du monde, en Australie, laissant des joueuses professionnelles en compétition régulière, en France ; toutes les joueuses, en Europe et en Haïti, avaient d'ailleurs dès le début de l'histoire avaient démen-

ti, avec force, cette histoire, qui salit leur image et détruit leur carrière, et surtout l'avenir de milliers de jeunes joueuses en formation dans le programme d'Élite de football de la Fédération, a été dévastée, ce qui explique d'ail leurs leur ascension fulgurante dans la hiérarchie du football mondial. Le fait même qu'elles brillent au plus haut niveau, en France, la preuve qu'elles sont en bonne santé psychologique : « aucune cause encore moins une cause aussi noble et exigeante que le sport de haut niveau ne saurait grandir dans une atmosphère d'immoralité et de traumatisme psychique ». On a même menti en annonçant qu'une firme aurait prodigué des soins à des joueuses. Faux !

Ce mercenaire raciste et criminel que l'on dit s'appeler Molina, comme toujours, ne s'est pas présenté en personne, et nul ne sait d'ailleurs où il vit en Europe ? Il s'était fait représenté par un avocat ; mais on sait, aujourd'hui, à partir de ce qui s'est dit haut et fort, qu'il fallait coûte que coûte éliminer, l'ex-président, qui a été un obstacle majeur pour la concrétisation des ambitions et les visées criminelles de ceux qui veulent utiliser le secteur important du football, pour canaliser les monstrueuses sommes générées par le trafic scandaleux de la drogue et d'organes humains, dont Haïti est devenu surtout écarté définitivement de la liste des pays bénéficiaires d'un des huit (8) stades ayant accueilli les matches de Coupe du monde Qatar 2022, alors qu'Haïti était le premier pays retenu pour bénéficier de ce stade, et cela ne date pas d'hier, depuis le 17 novembre 2010, après le match Qatar vs Haïti, et un engagement arrêté cause du dévastateur séisme du 12 janvier 2010.

Il fallait aussi utiliser la FHF via des employés et associés du Palais national, que sont Carlo Marcelin et André pour blanchir des millions, comme subvention et aides au football ! Scandaleux !

### Haïti au cœur du Traffic de la drogue

À noter que, avant même les années 2000 des clubs comme le

Zénith du Nord, le Roulado de la G., entr'autres, ont été sous la coupe de grands brasseurs d'argent sale dénoncés, puis arrêtés, par la suite, et furent déportés aux USA, à l'époque de la vague d'arrivées en masse, des « Artentins » dans plusieurs clubs du pays, des recrutements coûteux réalisés et sans rapport avec

le budget dérisoire des Clubs haïtiens, qui n'ont pas de sponsors, qui comptent, des fois, sur de petites cotisations des dirigeants eux-mêmes, fans vraiment fous, qui s'oublent, se sacrifient pour donner d'hypothétiques cotisations. Les recettes de matches, dans le contexte de misère généralisée du pays étant insignifiantes, à de très rares périodes, les clubs de football d'Haïti ont pu compter sur l'État, à un moment, sur la compagnie de téléphone Digicel arrivée en Haïti, en 2005/2006, et qui avait justement obtenu sa licence de fonctionnement en Haïti, à la faveur d'une démarche collective des clubs de football, les Haïtiens, qui avaient sollicité du Premier ministre de l'époque, Gérard Latortue, une main levée pour donner la Licence de fonctionnement à Digicel, en Haïti, à l'époque avec la garantie en retour par la compagnie de sponsoriser le football haïtien en général, clubs et sélection, ce que fit la compagnie pendant un certain temps, avant de se retirer complètement du football, il y a 10 ans. Les clubs depuis, n'ont pu subsister que grâce à l'apport accru, selon ce qui se dit de la FIFA, à travers des fonds FAP ou Forward, aux fédérations; c'est presque un miracle, un gros sacrifice quand on voit se réaliser un match entre deux équipes de deux villes différentes, en Haïti, à un moment où l'Etat mettait, à la disposition des clubs, les bus de la compagnie nationale Digicel, à l'occasion des voyages, de ville à ville, pourtant si l'on en croit certains dirigeants d'un certain âge aiment rappeler que pendant longtemps, sous Duvalier, et même quelque temps après, le départ de ce dernier, toutes les activités liées à des compétitions sportives nationales et internationales, étaient financées, dans tous les pays, par le ministère des Sports créés d'ailleurs à cet effet, en 1979 !

Entre temps, le pays s'enfonçant dans l'anarchie et dans la corruption, les clubs traditionnels, qui vivaient essentiellement de petites cotisations de membres ont du mal à tenir. Mais depuis peu, de temps en temps, arrivent

des « mécènes », qui dépensent des sommes énormes sans rapport avec les moyens propres dérisoires des clubs. La communauté des clubs, inquiets, face à une concurrence déloyale, avait décidé d'installer des balises pour se protéger ; et ont vite adhéré au Projet FIFA-CONCACAF, en 2018 de la Licence des clubs im-

posée par les instances internationales et que dirigera un membre du Comité connu et respecté, un homme incorruptible et intransigeant appelé Rosnick Grant acceptant de relever le défi, malgré sa lourde autre tâche comme responsable de l'arbitrage; parallèlement même la Commission d'audit interne incluant, en grande partie, d'anciennes joueuses spécialistes dans le domaine de l'audit et de la comptabilité, et surtout, de jeunes corrects avaient intégré les structures de la Fédération; tout cela a été détruit et les bandits contrôlent tout.

En mettant en place de telles structures de contrôle, les dirigeants ont donc signé l'arrêt de mort du football, dans le pays, car les bandits ont tout fait pour éliminer les dirigeants légitimes en place et incorruptibles, et voilà.

En l'espace de cinq ans, ce football, si bien organisé et si bien engagé et parti conquérir les plus hauts sommets internationaux, n'est plus !

### Justice, justice pour tous ces jeunes !

Le drame est que la FIFA n'a jamais pu comprendre combien Mme Andre Monique adulée et propulsée comme principale interlocutrice par la FIFA dans ce crime N'A aucune racine dans le football haïtien et a accédé à la fonction de dirigeante pour pouvoir seulement aider en matière de voyage ;

Il est vrai que clubs et dirigeants géants de football doivent s'en prendre à eux-mêmes, car ils auraient dû chasser de leur Fédération cette diablesse de Monique André, écartée du Comité olympique haïtien, peu d'années, pour question d'argent, après les Jeux olympiques de Rio, au Brésil et, étrange coïncidence, son amie Gally Amazan, qu'elle a fait nommer, à la FHF, par celle-ci, été écartée du COH, au même moment, et pourtant elle l'a fait nommer par la FIFA, sans aucun passé, non plus, dans le football !

### Une révolution urgente

L'enquête à Venir, tôt ou tard, par une Commission nationale indépendante justice et vérité mettra

au grand jour tous les détails de ce scandale et des torts immenses faits au pays par ces milliers d'hommes, qui ont été victimes et gravement pénalisés, surtout ces milliers de victimes jeunes (des milliers de Joueurs, filles et garçons) et aussi des adultes(arbitres,

Suite en page 6